

**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**

**Le Plan Harper :
Maintenir les taxes
et les impôts bas pour
stimuler la croissance
ÉCONOMIQUE et la
création d'emplois**

UN MESSAGE DE STEPHEN HARPER

À ces élections, les Canadiens vont choisir entre le leadership réfléchi et l'opportunisme ; entre un gouvernement stable et une coalition broche-à-foin; entre un plan de réduction des taxes et des impôts pour stimuler l'emploi et la croissance et un agenda d'augmentation des taxes et des impôts qui freinera notre reprise, éliminera des emplois et fera retourner les familles en arrière. C'est un choix clair, un vrai choix – et il ne pourrait pas être plus important.

Notre gouvernement conservateur est cohérent – nous sommes ici pour le Canada. Nous agissons en fonction des priorités des Canadiens qui travaillent fort et qui respectent les règles, et nous dirigeons notre pays pendant la pire récession économique mondiale depuis les années 1930.

Nous créons des emplois maintenant, et nous assurons un bel avenir à nos enfants et nos petits-enfants. Nous soutenons nos hommes et femmes en uniforme en leur fournissant l'équipement dont ils ont besoin pour faire leur travail. Nous défendons notre souveraineté nationale, de même que notre histoire et nos traditions. Nous faisons passer les droits des victimes et des honnêtes citoyens avant ceux des criminels. Et nous donnons suite aux préoccupations uniques à chacune des régions du pays.

Le Canada sort de la récession mondiale comme l'une des économies avancées les plus performantes du monde. Pendant la crise de ces deux dernières années, le reste du monde a regardé le Canada comme un modèle et une source d'inspiration. Avec notre Plan d'action économique, nous faisons les investissements requis pour protéger les Canadiens et créer des emplois maintenant, tout en jetant de solides fondations pour une croissance économique à long terme.

Notre plan de réduction des taxes et des impôts aide les entreprises à créer des emplois dans nos régions. De plus, nous réduisons le fardeau fiscal des familles canadiennes qui travaillent fort, car nous comprenons que les budgets familiaux sont serrés.

Mais il reste à faire. Ce n'est pas le moment de créer une instabilité ou de faire des expériences risquées et opportunistes. L'économie mondiale reste fragile, et les Canadiens se préoccupent toujours de leur emploi et de l'avenir de leurs enfants. Notre gouvernement a un plan pour relever ces défis – un plan qui fonctionne – et nous devons maintenir le cap.

Juste avant le déclenchement de ces élections, le 22 mars, nous avons présenté notre Budget 2011 aux Canadiens, la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada. Notre plan de réduction des taxes et des impôts pour stimuler l'emploi et la croissance prévoit des mesures concrètes pour mener notre reprise à bien et renforcer la sécurité financière des travailleurs, des aînés et des familles.

Malheureusement, Michael Ignatieff et ses partenaires de la Coalition, le NPD et le Bloc Québécois, ont choisi de rejeter notre Budget et de forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.



S'il est réélu, notre gouvernement conservateur exécutera la prochaine phase du Plan d'action économique du Canada.

Nous allons maintenir une main ferme à la barre pour continuer à protéger et à créer des emplois et nous remettre pleinement de la récession mondiale. Nous allons éliminer le déficit et retourner à l'équilibre budgétaire, sans réduire les paiements de transfert aux particuliers ou aux provinces. Et nous allons prendre de nouvelles mesures pour protéger nos frontières et assurer la sécurité de nos villes et de nos communautés. Nous allons nous concentrer sur cinq priorités :

- **créer des emplois**, par la formation, le commerce et un allègement fiscal ;
- **soutenir les familles**, par un allègement fiscal pour les familles et un soutien accru aux aînés et aux aidants familiaux ;
- **éliminer le déficit** d'ici 2014-2015, en contrôlant les dépenses et en éliminant le gaspillage ;
- **assurer la sécurité de nos rues**, par de nouvelles lois visant à protéger les enfants et les aînés ; et
- **protéger le Canada**, en nous attaquant au passage de clandestins et en consolidant les Forces armées canadiennes.

Les Canadiens font face à un choix clair à ces élections : d'un côté, la Coalition broche-à-foin dirigée par Michael Ignatieff, avec son plan d'augmentation des taxes et des impôts qui freinera notre reprise, éliminera des emplois et fera retourner les familles en arrière et, de l'autre côté, un leadership réfléchi et un gouvernement national stable, avec son plan de réduction des taxes et des impôts pour stimuler l'emploi et la croissance.

Notre gouvernement conservateur est Ici pour le Canada – un Canada fort et libre, un pays de possibilités pour tous, fier de son histoire et ayant confiance en son avenir. Nous vous demandons de nous soutenir et de vous joindre à nous alors que nous passons aux prochaines étapes pour bâtir ce grand pays, pour nos enfants et petits-enfants.



UN MESSAGE DE STEPHEN HARPER

**ICI POUR LE
CANADA**

Conservateur

TABLE DES MATIÈRES

UN MESSAGE DE STEPHEN HARPER	2
ICI POUR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE	7
Crédit à l'embauche pour les petites entreprises	9
Maintenir un faible fardeau fiscal pour créer des emplois	9
Protéger les emplois et les travailleurs âgés	10
Possibilités d'acquisition de compétences pour les étudiants	10
Prêts pour les titres de compétences étrangers des nouveaux Canadiens	11
Libre-échange Canada-Europe	12
Libre-échange Canada-Inde	12
Sécurité et compétitivité économique à l'intérieur du périmètre Canada-États-Unis	13
Portes et corridors commerciaux stratégiques	14
Réduction de la paperasserie : Règle du « un pour un »	14
Guichet unique pour les entrepreneurs et les petites entreprises	15
Aider le secteur manufacturier à investir et à créer des emplois	15
Soutien à la recherche et au développement	16
Stratégie sur l'économie numérique	17
Promouvoir l'industrie de l'aérospatiale de classe mondiale	18
Soutien aux emplois dans l'industrie aérospatiale	18
Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale	19
Création d'une nouvelle escadre expéditionnaire de la Force aérienne à la BFC Bagotville	20
Stratégie fédérale en matière de tourisme	20
Soutien à l'esprit d'entreprise et à l'acquisition de compétences chez les Autochtones	21
Plan à long terme pour le renouvellement de l'infrastructure	22
Installations de sport professionnel	22
Organisme canadien de réglementation des valeurs mobilières	22
Accord sur l'harmonisation de la taxe de vente avec le gouvernement du Québec	23
ICI POUR ÉLIMINER LE DÉFICIT	24
ICI POUR LES FAMILLES QUI TRAVAILLENT FORT	28
Allègement fiscal pour les familles	30
Doubler le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants	31
Crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants	31
Crédit d'impôt pour la condition physique des adultes	31
Programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons	31
Soutien aux aidants familiaux	32
Soutien aux aînés à faible revenu	32
Doubler la limite de cotisation au Compte d'épargne libre d'impôt	33
Aider les Canadiens à épargner pour leur retraite	33

Soutenir les possibilités d'emploi des anciens combattants	34
Programme de protection des salariés	34
Renouveler l'accord fédéral-provincial sur la santé	35
ICI POUR DÉFENDRE LE CANADA	36
Consolider les Forces armées canadiennes	39
Lutter contre le passage de clandestins	40
Renforcer la Garde côtière canadienne	40
Déporter les criminels étrangers	40
Élargir le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité	41
Mesure législative pour combattre le terrorisme	41
Stratégie nationale contre le terrorisme	42
Souveraineté dans l'Arctique : Autoroute Dempster	43
Célébrer notre victoire à la Guerre de 1812 et d'autres jalons nationaux	44
Monument commémoratif national sur l'Holocauste	45
Monument commémoratif national sur les victimes du communisme	45
Défendre la liberté de religion	46
Conserver et protéger notre environnement	46
Soutenir l'énergie propre	48
Soutien à la culture et aux arts	49
Soutenir les pays en voie de développement et la santé des mères, des enfants et des nouveau-nés	49
ICI POUR LES CANADIENS RESPECTUEUX DES LOIS	51
Soutenir les victimes de crime	54
Des prisons sans drogue	55
Lutter contre la traite de personnes	55
Mettre un terme à la réduction des peines pour la pornographie juvénile et les infractions sexuelles multiples	56
Lutter contre la violence faite aux aînés	56
Renforcer les lois sur la légitime défense, la défense des biens et les arrestations par les citoyens	57
Contre la contrebande de tabac	57
Présentation de l'ordre du jour sur la loi et l'ordre	58
ICI POUR LES COMMUNAUTÉS ET LES INDUSTRIES	59
Villes, villages et régions	63
Financement permanent de l'infrastructure municipale	63
Soutenir les partenariats et le bénévolat communautaires	63
Aider les jeunes à risque à éviter les gangs et les activités criminelles	64
Plus de médecins et de personnel infirmier dans les communautés rurales	64
Des défibrillateurs dans toutes les arénas du Canada	65
Crédit d'impôt pour les pompiers volontaires	65

Abolir l'inutile registre des armes d'épaule	65
Comité consultatif sur la chasse du ministre de l'Environnement	66
Renforcer les droits de propriété	66
Améliorer et agrandir les pistes d'excursion et de motoneige	66
Déplacer l'administration centrale de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	67
Accord sur les ressources extracôtières du Québec	67
Industries traditionnelles	67
Élargir les marchés internationaux pour les agriculteurs	67
Équivalence pour les intrants alimentaires	68
Soutien de la gestion de l'offre	68
Commission canadienne du blé	68
Soutien à l'innovation et au développement des marchés en foresterie	69
Prolongation du Crédit d'impôt pour l'exploration minière	69
Soutien à l'industrie des pêches	69
ICI POUR L'INTÉGRITÉ ET LA RESPONSABILITÉ	70
Réforme du Sénat	71
Représentation équitable à la Chambre des communes	72
Transparence financière des Premières nations	72
Fin des subventions aux partis politiques	73
Initiative pour un gouvernement ouvert	73
COÛT DE NOTRE PLAN	75

**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**



**ICI POUR L'EMPLOI ET
LA CROISSANCE**

ICI POUR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE

NOTRE BUT

Depuis son entrée en fonctions en 2006, le gouvernement de Stephen Harper met en oeuvre un plan de réduction des taxes et des impôts **pour stimuler l'emploi et la croissance.**

Notre but est de protéger et de créer des emplois, d'améliorer la **sécurité financière** des Canadiens, et d'assurer un avenir **d'espoir et de possibilités** à nos enfants et nos petits-enfants.

NOTRE BILAN

Le gouvernement de Stephen Harper **a réduit le fardeau fiscal des entreprises qui créent des emplois pour les Canadiens.** Nous avons entre autres pris les mesures suivantes :

- réduit le taux d'imposition fédéral sur le revenu des entreprises de toutes tailles ;
- augmenté le revenu que les petites entreprises peuvent réclamer au titre du taux d'imposition du revenu des petites entreprises ; et
- éliminé l'impôt fédéral sur le capital et la surtaxe des sociétés, pour encourager les entreprises à investir, à prendre de l'expansion et à embaucher plus de personnel.

En conséquence, parmi les principales économies avancées, le Canada a maintenant le taux d'imposition global le plus bas sur les nouveaux investissements des entreprises (nous avions auparavant l'un des plus élevés) et, d'ici 2012, nous aurons le plus bas taux d'imposition du revenu des sociétés prévu par la loi.

Ensemble, ces changements **offrent un avantage considérable au Canada au sein de l'économie mondiale, soutenant les emplois et les possibilités ici même au pays, maintenant et à long terme.** Nous aidons les entreprises canadiennes à investir et à innover, à prendre de l'expansion et à embaucher plus de personnel.

En réponse à la récession économique mondiale, nous avons pris **des mesures décisives pour protéger et créer des emplois** et, pour **ceux qui ont perdu leur travail, à trouver un nouvel emploi de qualité.** Nous avons :

- aidé à garder les Canadiens au travail en améliorant le Programme de travail partagé – au cours des deux dernières années, près de 280 000 emplois ont été protégés ;
- fait des investissements majeurs dans l'acquisition de compétences et de nouvelles possibilités pour les travailleurs âgés, les apprentis et les jeunes ;
- aidé à créer de nouveaux emplois par l'intermédiaire du plus gros investissement fédéral dans l'infrastructure en plus de 60 ans, et mis les Canadiens au travail grâce à plus de 28 500 projets, d'un océan à l'autre ; et
- encouragé les entreprises à continuer à embaucher du personnel en gelant les cotisations à l'Assurance-emploi pendant deux ans.

Depuis juillet 2009, l'économie canadienne a créé plus de 480 000 nouveaux emplois – plus que ce que nous avons perdu pendant la récession. Environ 75 pour cent sont des postes à temps plein. ¹

Le taux de chômage au Canada est inférieur à celui des États-Unis d'un point de pourcentage, l'écart le plus important en près de trois décennies. ²

Cependant, nous nous préoccupons toujours du nombre de Canadiens qui cherchent du travail. Nous devons continuer à protéger et à créer des emplois maintenant, et jeter les fondations de la prospérité et de la croissance économique à long terme.

NOTRE PLAN

Le gouvernement de Stephen Harper a un **plan de réduction des taxes et des impôts pour stimuler l'emploi et la croissance** – un plan qui fonctionne.

Un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper **n'augmentera pas le fardeau fiscal des consommateurs et des familles, et nous n'allons pas augmenter le taux d'imposition des entreprises qui créent des emplois pour les Canadiens.** ³

Nous allons **maintenir le cap** avec notre plan de réduction des taxes et des impôts pour stimuler l'emploi et la croissance. Nous allons **continuer à aider à créer des emplois** par :

- **la formation** – permettre aux Canadiens sans emploi d'acquérir des compétences ;
- **le commerce** – améliorer les débouchés pour les entreprises canadiennes sur les marchés mondiaux affichant la croissance la plus rapide ; et
- **un allègement fiscal** – maintenir un faible fardeau fiscal pour permettre aux entreprises d'investir, de prendre de l'expansion et d'embaucher plus de travailleurs.

Voici ce que fera un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper pour atteindre ces objectifs.

CRÉDIT À L'EMBAUCHE POUR LES PETITES ENTREPRISES

Le taux de chômage au Canada est inférieur à celui des États-Unis d'un point de pourcentage, le plus gros écart en près de trois décennies. ⁴

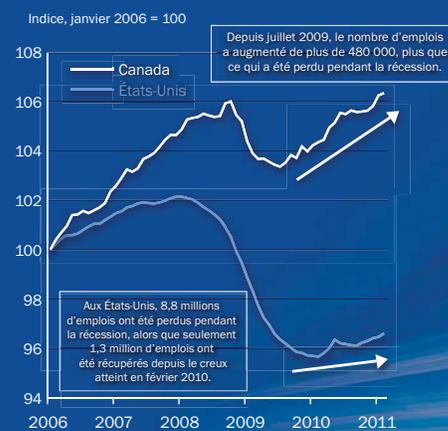
Cependant, nous nous préoccupons toujours du nombre de Canadiens qui cherchent du travail. La reprise mondiale reste fragile, et nombre d'entreprises hésitent à investir et à embaucher du personnel.

Les petites entreprises sont le moteur de la création d'emplois au Canada. Pour les encourager à engager plus de personnel, nous allons offrir un **Crédit à l'embauche pour les petites entreprises** – un **allègement fiscal d'un an pour quelque 525 000 petites entreprises canadiennes.** ⁵

MAINTENIR UN FAIBLE FARDEAU FISCAL POUR CRÉER DES EMPLOIS

Le gouvernement de Stephen Harper prend des mesures décisives

1 CHIFFRES SUR LA CRÉATION D'EMPLOIS ET LE TAUX DE CHÔMAGE AU 1ER AVRIL 2011.



2 Chiffres sur la création d'emplois et le taux de chômage au 1er avril 2011.

3 LE PLAN D'AUGMENTATION DES TAXES ET DES IMPÔTS DE LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF :

Offrant un contraste frappant avec le plan de réduction des taxes et des impôts pour stimuler l'emploi et la croissance de Stephen Harper, la Coalition dirigée par Ignatieff et formée du NPD et du Bloc Québécois a un plan de hausses fiscales qui freinerait notre reprise, éliminerait des emplois et ferait retourner les familles en arrière.

MICHAEL IGNATIEFF :

- a refusé d'écarter une hausse de la TPS ;
- est en faveur d'une taxe sur les iPod ;
- va augmenter les cotisations à l'Assurance-emploi de 35 pour cent – plus de 4 milliards de dollars par année – pour financer « l'année de travail de 45 jours » de la Coalition ;
- a promis d'augmenter de 6 milliards de dollars l'imposition des entreprises qui créent des emplois pour les Canadiens.

Des spécialistes estiment que la hausse fiscale de 6 milliards de dollars de Michael Ignatieff pourrait éliminer 200 000 emplois. Son augmentation des cotisations à l'AE de 4 milliards éliminera des milliers d'emplois supplémentaires et empêchera les petites entreprises, le moteur de notre économie, de créer de nouveaux emplois.

La Coalition dirigée par Ignatieff imposerait ce fardeau pour pouvoir adopter des politiques imprudentes qui ont nui au Canada il y a des décennies, augmentant le fardeau fiscal pour financer des dépenses que nous ne pouvons pas nous permettre.

⁴ Au 1^{er} avril 2011.

5 LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF

et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider à créer des emplois pour les Canadiens quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes

pour encourager la création d'emplois et la croissance économique à long terme. Grâce aux réductions fiscales accordées jusqu'à présent

- le Canada a le taux d'imposition global le moins élevé sur les nouveaux investissements par les entreprises des principales économies avancées ;
- nous sommes sur le point de faire du Canada le meilleur endroit au monde où faire des affaires – ce qui veut dire plus de bons emplois pour les Canadiens ; et
- d'ici 2012, le taux d'imposition des sociétés prévu par la loi au Canada sera le plus bas du G7 – un avantage considérable pour le Canada au sein de l'économie mondiale, soutenant les emplois et les possibilités, ici au pays, pour nos enfants et petits-enfants. ⁶

Pour préserver cet avantage, **un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper n'augmentera pas le taux d'imposition des entreprises qui créent des emplois pour les Canadiens.**

PROTÉGER LES EMPLOIS ET AIDER LES TRAVAILLEURS ÂGÉS

Quand la récession mondiale a frappé, le gouvernement de Stephen Harper a agi pour :

- protéger et créer des emplois ; et
- offrir de nouvelles possibilités d'acquisition de compétences pour aider les Canadiens ayant perdu leur emploi à trouver un nouveau travail.

Cependant, les travailleurs de certaines régions et industries craignent toujours les mises à pied. Et nous nous préoccupons toujours du nombre de Canadiens qui sont sans travail – en particulier les travailleurs âgés en transition, qui peuvent avoir besoin d'une aide spéciale pour améliorer leurs compétences et retourner sur le marché du travail.

Pour donner suite à ces préoccupations, nous allons :

- continuer à aider les entreprises à garder leurs employés et à donner du travail aux Canadiens en **améliorant le Programme de travail partagé** ; et ⁷
- continuer à aider les travailleurs en transition en **prolongeant l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés** – ce programme permet aux participants de trouver un nouveau travail et, point le plus important, aide les travailleurs âgés à retrouver la dignité de travailler et à continuer à subvenir aux besoins de leur famille.

De plus, pour respecter le droit des travailleurs âgés de déterminer le déroulement de leur carrière, nous allons **mettre un terme à la retraite obligatoire des employés sous réglementation fédérale.** ⁸

POSSIBILITÉS D'ACQUISITION DE COMPÉTENCES POUR LES ÉTUDIANTS

Alors que le gouvernement libéral précédent a sabré les paiements de transfert pour l'éducation postsecondaire, le gouvernement de Stephen Harper a considérablement augmenté ces paiements.

Nous avons également pris des mesures pour offrir un soutien accru aux étudiants canadiens. Nous avons entre autres :

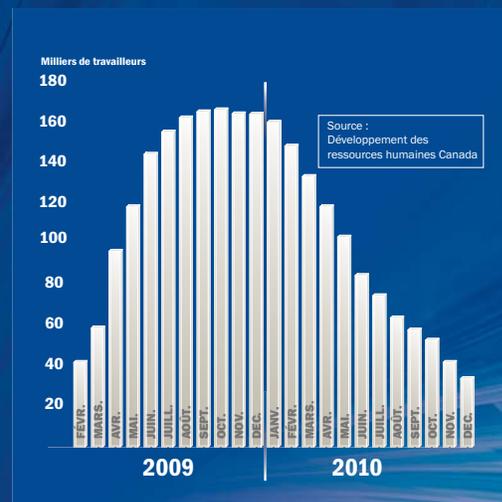
6 MAINTENIR UN FAIBLE FARDEAU FISCAL POUR CRÉER DES EMPLOIS :

Maintenir un faible fardeau fiscal pour créer des emplois : Grâce à nos mesures d'allègement fiscal, d'ici 2012, le taux d'imposition des sociétés prévu par la loi sera le plus bas du G7 – un avantage considérable pour le Canada au sein de l'économie mondiale, soutenant les emplois et les possibilités ici au pays pour nos enfants et petits-enfants.

Le gouvernement de Stephen Harper a créé cet avantage en collaboration avec les provinces – notamment des gouvernements provinciaux libéraux, néo-démocrates et conservateurs. Cette réalisation repose sur un vaste consensus : la réduction de l'imposition des sociétés qui créent des emplois pour les Canadiens est nécessaire à notre prospérité et à notre croissance économique à long terme.

7 PROTÉGER DES EMPLOIS DURANT LA RÉCESSION MONDIALE

NOMBRE D'EMPLOIS PROTÉGÉS CHAQUE MOIS GRÂCE AU PROGRAMME DE TRAVAIL PARTAGÉ



8 LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à protéger des emplois et à aider les travailleurs âgés** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

- créé le Programme canadien de bourses aux étudiants pour les étudiants à revenu faible et moyen, les étudiants à temps partiel, les étudiants avec personnes à charge et les étudiants ayant une invalidité permanente ;
- rendu les bourses d'études libres d'impôt, offert un Crédit d'impôt pour les manuels, et augmenté les investissements dans le Programme de bourses d'études supérieures du Canada ;
- offert une plus grande flexibilité pour le remboursement des prêts étudiants ;
- offert la Déduction pour outillage des gens de métier et le Crédit d'impôt pour la création d'emplois d'apprentis ;
- apporté des améliorations au Régime enregistré d'épargne-études ; et
- augmenté le soutien au programme Emplois d'été Canada.

Les étudiants canadiens sont les futurs leaders de notre pays. Le gouvernement de Stephen Harper va prendre d'autres mesures pour les aider. Nous allons :

- **améliorer le soutien à la Fondation canadienne des jeunes entrepreneurs**, qui offre des prêts et un mentorat aux jeunes entrepreneurs ;
- **améliorer le Programme canadien de prêts aux étudiants pour les étudiants à temps partiel** afin de répondre à la demande d'aide accrue pour la transition de carrière par l'intermédiaire de l'éducation postsecondaire ;
- **doubler l'exemption de travail du Programme canadien de prêts aux étudiants** pour permettre aux étudiants de travailler à temps partiel ;
- **créer 30 postes de professeurs-chercheurs industriels dans des collèges et des écoles polytechniques** afin d'offrir de nouvelles possibilités aux étudiants pour interagir avec des chercheurs de premier plan ; et
- **soutenir les partenariats de recherche entre des étudiants collégiaux et des chercheurs universitaires**, par l'intermédiaire des conseils subventionnaires à la recherche du Canada. ⁹

Le Québec ne participant pas au Programme canadien de prêts aux étudiants, un gouvernement Harper réélu travaillera en coopération avec le gouvernement du Québec pour mettre en œuvre ces mesures dans le respect de ses compétences.

PRÊTS POUR LES TITRES DE COMPÉTENCES ÉTRANGERS DES NOUVEAUX CANADIENS

Le Canada a la chance d'attirer des immigrants travailleurs venant de partout dans le monde, qui veulent avoir une vie meilleure pour leur famille et contribuer à la société canadienne.

Cependant, en raison des obstacles à la reconnaissance des titres de compétences étrangers, il peut être difficile de trouver un emploi approprié. De plus, ceux qui souhaitent améliorer leurs compétences au Canada ont de la difficulté à avoir accès aux programmes ou aux prêts privés.

⁹ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les étudiants canadiens quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

Le gouvernement de Stephen Harper investit de nouveaux fonds pour adopter une approche commune pour la reconnaissance des titres de compétences étrangers partout au Canada, et a créé le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers.

Mais il faut faire plus. Tirant profit des mesures prises jusqu'à présent, nous allons **offrir des prêts aux immigrants récents pour les aider à financer l'acquisition de compétences et l'accréditation.**¹⁰

Grâce à cette nouvelle mesure, il sera plus facile pour les nouveaux Canadiens de trouver un emploi mettant pleinement à profit leur expérience et leur expertise. De plus, cela les aidera à contribuer pleinement à la croissance de l'économie canadienne.¹¹

LIBRE-ÉCHANGE CANADA-EUROPE

Le Canada est l'un des grands pays commerçants du monde. Un emploi canadien sur trois dépend directement ou indirectement des exportations.

L'Accord de libre-échange nord-américain bénéficie énormément au Canada, mais en raison des difficultés économiques continues aux États-Unis, nous devons améliorer notre accès aux marchés internationaux.

Dans le but de créer plus d'emplois et de possibilités pour les Canadiens, le gouvernement de Stephen Harper a :

- signé des accords de libre-échange avec huit pays – le Panama, la Jordanie, la Colombie, le Pérou, l'Islande, le Liechtenstein, la Norvège et la Suisse – et est en négociations avec de nombreux autres partenaires ; et
- fait de grands progrès quant aux relations commerciales avec la Chine.¹²

Nous voulons faire plus et conclure un accord de libre-échange historique avec l'Union européenne, le plus gros marché unique du monde. Nous voulons **conclure les négociations sur un Accord de libre-échange Canada-UE d'ici 2012.**

LIBRE-ÉCHANGE CANADA-INDE

Le Canada est bien positionné pour bénéficier d'échanges commerciaux accrus avec l'Inde – une des grandes économies affichant la croissance la plus rapide au monde, avec un milliard de clients – en tirant profit des liens personnels et de l'expertise commerciale de notre importante communauté indo-canadienne.

Depuis son entrée en fonctions en 2006, le gouvernement de Stephen Harper cherche à revitaliser les relations entre le Canada et ce grand pays qu'est l'Inde. Par exemple, pour aider les entreprises canadiennes à avoir un meilleur accès à ce marché crucial, en pleine expansion, nous avons :

- ouvert trois nouveaux bureaux commerciaux en Inde ;
- signé un Accord de coopération nucléaire civile ; et
- en 2010, le Premier ministre Stephen Harper et le Premier ministre de l'Inde, Manmohan Singh, ont entrepris des négociations sur un partenariat économique exhaustif entre le Canada et l'Inde.

10. LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF

et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les Canadiens à trouver des emplois de qualité quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

11. ACCUEILLIR LES NOUVEAUX CANADIENS :

Le gouvernement de Stephen Harper a le plus haut taux d'immigration en plus de 50 ans, ce qui aide à maintenir une économie forte.

Nous:

- attirons plus d'immigrants qualifiés adaptés aux besoins de notre marché du travail; et
- accueillons plus de réfugiés parrainés par le gouvernement et le secteur privé.

Pour aider les nouveaux Canadiens, nous avons:

- entre autres réduit de moitié le droit exigé pour l'établissement, permettant à une famille de quatre d'économiser plus de 2 000 \$;
- adopté une loi pour lutter contre les consultants en immigration malhonnêtes qui exploitent les immigrants et nuisent à l'intégrité de notre système d'immigration ;
- augmenté le soutien aux immigrants qui s'établissent au Canada ;
- alloué de nouveaux fonds et collaboré avec les provinces et les territoires pour adopter une approche commune quant à la reconnaissance des titres de compétences étrangers au Canada ;
- et créé le Bureau d'orientation relatif aux titres de compétences étrangers pour fournir de l'information sur les titres de compétences étrangers aux nouveaux venus.

12. INTENSIFIER LE COMMERCE INTERNATIONAL :

Au cours des cinq années suivant son entrée en fonctions, le gouvernement de Stephen Harper a conclu des accords de libre-échange avec huit pays, et est en négociations avec de nombreux autres partenaires.

Par contraste, au cours de ses 13 ans au pouvoir, le gouvernement libéral précédent n'a signé que trois accords de libre-échange.

Avec le gouvernement de Stephen Harper, nous rattrapons le temps perdu, ouvrant de nouveaux marchés aux entreprises canadiennes et créant de nouveaux emplois de qualité pour les Canadiens.

Nous voulons **conclure les négociations sur un Accord de libre-échange Canada-Inde d'ici 2013.**

Ces deux accords de libre-échange avec l'UE et l'Inde donneront aux entreprises canadiennes un meilleur accès aux marchés représentant plus de 1,7 milliard de personnes, avec un PIB combiné de 20 billions de dollars, créant des milliers d'emplois pour les Canadiens.

SÉCURITÉ ET COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE À L'INTÉRIEUR DU PÉRIMÈTRE CANADA-ÉTATS-UNIS

Dans le but de protéger et de créer des emplois pour les Canadiens, nous devons préserver et renforcer nos relations commerciales avec les États-Unis.

Chaque pays est le plus gros marché d'exportation de l'autre, et nos deux économies sont fortement intégrées. Un emploi canadien sur cinq est lié aux échanges commerciaux avec les États-Unis ; et les États-Unis dépendent du Canada, qui est leur fournisseur d'énergie le plus gros, le plus sécuritaire, le plus stable et le plus pacifique.

Mis à part notre partenariat économique, à la suite des attentats du 11 septembre, le Canada et les États-Unis font face à des menaces communes pour la sécurité.

Dans le but de protéger notre économie et notre pays, le gouvernement de Stephen Harper prend des mesures pour rendre nos frontières plus sécuritaires, tout en les gardant ouvertes au commerce et aux déplacements légitimes. Mais il faut faire plus.

Voilà pourquoi, plus tôt cette année, le Premier ministre Stephen Harper et le Président Barack Obama ont annoncé que le Canada et les États-Unis vont collaborer afin de trouver de nouvelles façons d'abolir les obstacles réglementaires au commerce et aux déplacements transfrontaliers afin d'améliorer la compétitivité, tout en écartant les terroristes et les criminels qui présentent une menace pour nos deux pays, se concentrant sur le partage d'information, une planification conjointe, et des procédures et une technologie d'inspection compatibles. ¹³

En tant que pays souverains, nous allons agir afin de promouvoir nos intérêts communs. Nous n'allons pas remplacer ou supprimer la frontière, mais nous allons la rationaliser et la décongestionner dans la mesure du possible.

Cela entraînera une plus grande sécurité, une croissance économique continue, et plus d'emplois pour les Canadiens au cours des années à venir.

PORTES ET CORRIDORS COMMERCIAUX STRATÉGIQUES

Le gouvernement de Stephen Harper travaille fort pour ouvrir de nouveaux marchés pour les entreprises canadiennes, aider à créer des emplois et assurer une croissance économique à long terme.

De plus, nous assurons que le Canada est prêt à profiter de ces nouvelles possibilités de façon optimale, et de tirer profit de notre position dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, en investissant dans l'infrastructure commerciale et de transport.

¹³ SÉCURITÉ ET COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE :

Le 4 février 2011, le Premier ministre Stephen Harper et le Président Barack Obama ont fait une Déclaration sur une vision commune de la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique.

La Déclaration souligne l'élaboration d'un plan d'action conjoint dans quatre domaines :

- contrer rapidement les menaces ;
- faciliter le commerce, assurer la croissance économique et créer des emplois ;
- appliquer une loi transfrontalière ;
- et veiller à l'infrastructure et à la cyber-sécurité.

Pour atteindre les objectifs de la Déclaration, le Premier ministre Harper et le Président Obama ont aussi annoncé la création de groupes bilatéraux de haut niveau :

- le Groupe de travail par-delà la frontière, qui propose un plan d'action conjoint et supervise sa mise en application ; et
- le Conseil de coopération en matière de réglementation, chargé de réduire le fardeau administratif des entreprises.

Nous développons des portes et des corridors commerciaux stratégiques au Canada afin d'offrir les meilleurs liens qui soient entre l'Amérique du Nord et l'Asie, l'Amérique du Sud, l'Europe et l'Asie du Sud, et sur le marché nord-américain lui-même.

Voici quelques exemples des mesures prises jusqu'à présent :

- élargir le pont Simon Fraser, à Prince George, en Colombie-Britannique ;
- élargir la Transcanadienne jusqu'à Banff ;
- ouvrir le pont Pitt River à la circulation dans la vallée du Bas-Fraser, en Colombie-Britannique ;
- investir dans des réparations au pont Champlain et d'autres ponts et infrastructures clés ;
- soutenir l'expansion et le renouvellement de l'Aéroport international Jean-Lesage à Québec ;
- offrir un soutien substantiel au Windsor-Essex Parkway, la prolongation de l'autoroute 401 à Windsor ;
- promouvoir la construction d'un nouveau pont international dans le corridor commercial Windsor-Detroit – notamment en améliorant des éléments du financement du projet au Michigan ;
- permettre le retrait des péages au pont du port de Saint John, et s'engager à rénover le pont ;
- investir dans l'amélioration/l'extension des pistes à l'Aéroport international de Fredericton, l'Aéroport international du Grand Moncton, et l'Aéroport international de Halifax Stanfield ; et
- investir dans des améliorations à la Transcanadienne à l'Île-du-Prince-Édouard, l'expansion de l'Aéroport de Charlottetown, et l'amélioration de la sécurité et de la circulation au pont de la Confédération.

En plus des mesures prises jusqu'à présent, nous allons :

- **terminer l'Initiative de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique ;**
- donner suite au Protocole d'entente visant à **concevoir une Stratégie sur la Porte continentale et le Corridor commercial Ontario-Québec ;** et
- **exécuter la Stratégie sur la Porte et le Corridor du commerce de l'Atlantique** pour promouvoir et renforcer cet élément crucial de l'infrastructure commerciale et de transport du Canada.

RÉDUCTION DE LA PAPERASSERIE : RÈGLE DU « UN POUR UN »

Les petites et les moyennes entreprises jouent un rôle essentiel dans notre économie – elles emploient la majorité des Canadiens et créent plus d'emplois que tout autre secteur. Cependant, plus elles consacrent de temps et d'argent à la paperasserie administrative, moins elles consacrent de temps et d'argent à la création d'emplois dans nos communautés.

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures pour réduire la paperasserie. Nous avons :

- réduit le fardeau administratif des petites entreprises de 20 pour cent ; et

- créé la Commission de la réduction de la paperasse, formée d'entrepreneurs et de députés, et chargée d'identifier des mesures additionnelles pour réduire les obstacles bureaucratiques à la création d'emplois.

Nous allons passer aux étapes suivantes. Nous allons légiférer une **Règle du un pour un – chaque fois que le gouvernement propose un nouveau règlement, il doit éliminer un règlement existant** ; et nous allons donner au ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme) la responsabilité d'assurer que les ministères respectent cette règle.

La règle visera à maintenir les normes les plus élevées qui soient dans tous les domaines, y compris la santé et la sécurité, tout en encourageant un changement de culture au gouvernement pour répondre aux besoins des petites entreprises canadiennes.

GUICHET UNIQUE POUR LES ENTREPRENEURS ET LES PETITES ENTREPRISES

Le gouvernement de Stephen Harper aide les entrepreneurs à démarrer ou à agrandir leur entreprise par un soutien au service PerLE – un service en ligne qui est un « guichet unique » rationalisé et personnalisé offrant de l'information sur l'ensemble des permis et licences pouvant être requis par les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux.

Grâce à notre soutien, le service PerLE est maintenant offert dans la majorité des municipalités canadiennes, aidant les petites entreprises à démarrer et à croître, et à créer des emplois pour les Canadiens.

Nous allons **offrir un soutien permanent au service PerLE** pour qu'un plus grand nombre de régions aient accès à cet outil utile, partout au pays. ¹⁴

AIDER LE SECTEUR MANUFACTURIER À INVESTIR ET À CRÉER DES EMPLOIS

Depuis 2006, le gouvernement de Stephen Harper prend des mesures concrètes pour protéger et créer des emplois dans le secteur manufacturier au Canada.

En 2009 et en 2010, nous avons agi afin d'éliminer les droits de douane sur la machinerie et l'équipement, et sur les intrants de production. Ainsi, le Canada sera le premier pays du G20 à devenir une zone libre de droits pour les manufacturiers.

Cela aidera le secteur manufacturier, en particulier les petites et moyennes entreprises, à investir et à innover. Cela aidera à garder des emplois au Canada et à créer de nouveaux emplois pour les Canadiens pendant les années à venir.

De plus, avant la récession mondiale, le gouvernement de Stephen Harper a offert la déduction pour amortissement accéléré sur les investissements dans la machinerie et l'équipement afin d'encourager les manufacturiers à se réoutiller pour rester concurrentiels.

Quand la récession a frappé le Canada, nous avons élargi cette mesure pour aider les entreprises à prendre de l'expansion et à créer des emplois. Cependant, la reprise mondiale reste fragile, et de nombreuses entreprises canadiennes hésitent à investir et à

¹⁴ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les petites entreprises canadiennes quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

embaucher du personnel.

Nous allons aider à remédier à ce problème en **prolongeant de deux ans la déduction pour amortissement accéléré, au taux de 50 pour cent et appliquée selon la méthode de l'amortissement linéaire**, pour la machinerie et l'équipement de fabrication ou de transformation. ¹⁵

SOUTIEN À LA RECHERCHE ET AU DÉVELOPPEMENT

Le gouvernement de Stephen Harper offre un solide soutien à la recherche et au développement. Notre but est de promouvoir l'innovation – pour aider à créer de nouveaux emplois de qualité et à stimuler la croissance économique à long terme.

Nous avons entre autres :

- fait de nouveaux investissements considérables dans la recherche et le développement, par l'intermédiaire des conseils subventionnaires du Canada ;
- créé le programme de Chaires d'excellence en recherche du Canada pour attirer et garder les meilleurs chercheurs du monde ;
- créé les Bourses d'études supérieures du Canada Vanier et les Bourses postdoctorales Banting pour attirer et garder les esprits les plus brillants du Canada et du monde entier ;
- offert un nouveau financement pour le Programme d'aide à la recherche industrielle du Conseil national de recherches du Canada afin d'intensifier ses initiatives pour les petites entreprises ;
- pris l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense afin de soutenir l'excellence de la recherche et du développement dans les secteurs de l'aérospatiale et de la défense ; et
- soutenu des initiatives scientifiques de pointe par l'intermédiaire d'organisations comme l'Agence spatiale canadienne, la Fondation Rick Hansen et l'Institute for Quantum Computing.

Tirant profit de son soutien à la recherche de classe mondiale, un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper fera de nouveaux investissements pour :

- **créer 10 nouvelles Chaires d'excellence en recherche du Canada** ;
- **soutenir le travail exceptionnel de l'Institut national d'optique** dans les domaines de l'optique et de la photonique ;
- **investir dans le renforcement de la position du *Perimeter Institute*** en tant que centre de recherche de classe mondiale sur la physique théorique ; et
- fournir un financement pour **soutenir les efforts déployés par *Brain Canada*** pour élaborer de nouveaux diagnostics, traitements et cures pour les maladies cérébrales, dont la maladie d'Alzheimer. ¹⁶

En 2010, nous avons créé un groupe d'experts indépendant, chargé de procéder à un examen exhaustif de toutes les initiatives de

¹⁵ **LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à aider le secteur manufacturier** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

¹⁶ **LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à soutenir la recherche et le développement** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

recherche et de développement et de faire des recommandations sur les façons d'assurer que nos investissements produisent des résultats.

Nous allons **donner suite aux résultats du groupe d'examen sur la recherche et le développement** quand il soumettra son rapport plus tard cette année.

STRATÉGIE SUR L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

En 2007, le gouvernement de Stephen Harper a annoncé la Stratégie scientifique et technologique.

Cette Stratégie vise à tirer profit des avantages du Canada au sein de l'économie mondiale en encourageant le secteur privé à investir dans la recherche et le développement et l'inscription aux programmes universitaires en science et en génie – dans le but de créer de nouveaux emplois et une meilleure qualité de vie pour les Canadiens.

En 2010, nous avons consulté des spécialistes et des gens d'affaires sur la façon dont le Canada pourrait profiter des possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de communication. Nous voulons tirer profit des mesures déjà prises dans ce domaine, par exemple :

- notre plan pour offrir la diffusion à large bande à 200 000 foyers additionnels dans les régions rurales et éloignées ; et
- les efforts fructueux visant à intensifier la concurrence et le choix, et à réduire les coûts pour les consommateurs de services sans fil.

Plus tard ce printemps, un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper **annoncera et commencera à exécuter une Stratégie sur l'économie numérique**, axée sur cinq priorités :

- créer une infrastructure numérique de classe mondiale ;
- encourager les entreprises à adopter des technologies numériques ;
- soutenir le développement de compétences numériques ;
- stimuler la croissance des entreprises canadiennes offrant des technologies numériques sur le marché mondial ; et
- créer un contenu propre au Canada pour toutes les plates-formes, ouvrant le Canada au reste du monde.

Pour atteindre ces objectifs, nous allons entre autres :

- soutenir des projets de collaboration entre des collèges et des petites et moyennes entreprises **afin d'accélérer l'adoption de technologies de l'information et de communication** ;
- **promouvoir l'inscription à des programmes d'éducation postsecondaire en science, en technologie, en génie et en mathématiques** ; et
- **bâtir un contenu numérique canadien** par un soutien additionnel au Fonds des médias du Canada. ¹⁷

¹⁷ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à créer des emplois de qualité au sein de l'économie numérique quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

Un gouvernement majoritaire dirigé par Stephen Harper va également présenter et **adopter la Loi sur la modernisation du droit d'auteur**, un pilier de notre engagement à faire du Canada un leader de l'économie numérique mondiale.

Cette mesure législative sensée et équilibrée reconnaît les priorités pratiques des enseignants, des étudiants, des artistes, des familles et des firmes de technologie, entre autres, tout en alignant le Canada sur les normes internationales. Elle respecte à la fois les droits des créateurs et les intérêts des consommateurs.

Elle assurera que la Loi sur le droit d'auteur peut s'adapter à un monde numérique en pleine évolution, tout en protégeant et créant des emplois, en encourageant l'innovation et en attirant des investissements au Canada.

De plus, dans le cadre de la prochaine enchère du spectre sans fil, nous allons **réserver un spectre aux intervenants d'urgence**.

PROMOUVOIR L'INDUSTRIE DE L'AÉROSPATIALE DE CLASSE MONDIALE

L'industrie canadienne de l'aérospatiale, axée sur les exportations – la cinquième plus grosse du monde – emploie plus de 80 000 Canadiens à des postes hautement qualifiés et bien rémunérés dans pratiquement toutes les régions du pays. Elle est aussi l'un des principaux investisseurs dans la recherche et le développement industriels – l'innovation de haute technologie qui attire des talents au Canada et crée de nouveaux emplois de qualité pour les Canadiens.

Pour soutenir cette industrie de classe mondiale, le gouvernement de Stephen Harper a :

- pris l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense afin de stimuler les investissements du secteur privé dans la recherche et le développement dans cet important secteur de notre économie, en pleine croissance ; et
- aidé à garder et à créer des emplois dans l'industrie, dans toutes les régions du pays, par des investissements visant à rééquiper les Forces armées canadiennes.

Cependant, la grande majorité des clients de l'industrie de l'aérospatiale sont des civils, et plus de 80 pour cent des revenus découlent des exportations. En fait, l'industrie est le principal exportateur de technologies avancées du Canada.

- Par un processus de consultation avec l'Association des industries aérospatiales du Canada et ses membres, nous allons procéder à un examen exhaustif des politiques et des programmes afin de **concevoir un cadre politique fédéral pour maximiser la compétitivité de l'industrie aérospatiale et spatiale canadienne**.
- Nous allons également **assurer le financement stable de l'Initiative stratégique pour l'aérospatiale et la défense**.

SOUTIEN AUX EMPLOIS DANS L'INDUSTRIE AÉROSPATIALE CANADIENNE

Le gouvernement de Stephen Harper soutient les emplois dans

l'industrie aérospatiale canadienne de classe mondiale.

Nous nous sommes notamment engagés à acheter l'avion de combat de la prochaine génération, le F-35 – un investissement nécessaire et responsable pour rééquiper la Force aérienne et renforcer la souveraineté canadienne.

Le gouvernement libéral précédent avait investi dans le projet des F-35, et nous avons soutenu cette décision car elle était, et est toujours, la meilleure option pour le Canada.

Cependant, Michael Ignatieff et ses partenaires de la Coalition, le NPD et le Bloc Québécois, ont promis d'abolir ce programme – une promesse imprudente et irresponsable qui sacrifierait 12 milliards de dollars en retombées économiques potentielles, partout au pays, et éliminerait des milliers d'emplois.

Un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper va **aller de l'avant avec l'achat des F-35** pour consolider les Forces armées canadiennes et soutenir des milliers d'emplois pour les travailleurs de l'industrie aérospatiale, partout au pays.

STRATÉGIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION NAVALE

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures concrètes pour fournir aux Forces armées canadiennes l'équipement dont elles ont besoin pour protéger et défendre notre pays – protégeant et créant des emplois hautement qualifiés et bien rémunérés partout au pays.

En 2010, nous avons annoncé la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale afin de rééquiper la Marine et la Garde côtière canadienne. La Stratégie va :

- assurer la prévisibilité de l'approvisionnement en matière de construction navale et éliminer les cycles d'expansion et de ralentissement ;
- aider à revitaliser les chantiers navals canadiens ; et
- soutenir l'industrie maritime canadienne et ses fournisseurs.

La Stratégie a été conçue à la suite de consultations avec l'industrie. Elle vise à offrir des possibilités aux chantiers navals et à d'autres entreprises, partout au pays, ce qui comprend les petites entreprises, tout en réduisant les coûts de production et en offrant une valeur maximale aux contribuables.

Le gouvernement de Stephen Harper a déjà pris des mesures pour commencer à rééquiper la Marine et la Garde côtière. Par exemple, nous avons :

- promis d'investir dans de nouveaux navires de patrouille pour l'Arctique ; et

- entrepris la planification du lancement d'un nouveau brise-glace de classe plaie, le John G. Diefenbaker.

Nous allons **terminer la mise en application de la Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale** pour assurer que nos hommes et femmes en uniforme ont les outils dont ils ont besoin pour faire leur travail et pour créer des emplois de qualité dans les industries de haute technologie, partout au Canada.

CRÉATION D'UNE NOUVELLE ESCADRE EXPÉDITIONNAIRE DE LA FORCE AÉRIENNE À LA BFC BAGOTVILLE

Dans le cadre de l'engagement de notre gouvernement à renforcer nos Forces armées et à créer des emplois dans toutes les régions du pays, nous allons créer une nouvelle escadre expéditionnaire de la Force aérienne à la BFC Bagotville.

Cette nouvelle escadre expéditionnaire de la Force aérienne améliorera la capacité des Forces armées canadiennes de répondre rapidement et de façon décisive aux besoins nationaux ou internationaux. De plus, l'augmentation du nombre de familles de militaires permettra de créer des emplois et de stimuler la croissance dans la région de Saguenay.

Nous allons :

- créer une **nouvelle escadre expéditionnaire de la Force aérienne avant la fin de 2011** ; et
- tenir notre engagement à **poster 550 militaires à Bagotville d'ici 2015**.

Pour commencer à tenir ces engagements, nous allons **poster 250 militaires à Bagotville d'ici la fin 2011**. Selon les demandes à la Force aérienne – notamment les opérations alliées en Libye, au Moyen-Orient ou en Asie centrale – cette échéance pourra être reportée au début 2012.

STRATÉGIE FÉDÉRALE EN MATIÈRE DE TOURISME

L'industrie touristique canadienne est un important pilier de notre économie, et offre environ 650 000 emplois aux Canadiens. Le gouvernement de Stephen Harper a pris ces mesures pour soutenir ce secteur, notamment :

- des investissements majeurs pour améliorer l'infrastructure de nos parcs nationaux et sites historiques ;
- des efforts fructueux pour obtenir le Statut de destination approuvée afin d'attirer des touristes chinois – un changement voulu par le gouvernement canadien depuis plus de dix ans, stimulant considérablement l'industrie touristique canadienne ; et
- un solide soutien aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de Vancouver en 2010 – un succès spectaculaire qui a montré une fois de plus que le Canada est l'une des meilleures destinations touristiques du monde.

Cependant, le Canada est confronté à une concurrence très forte. Nous allons tirer profit des efforts déjà déployés pour attirer plus de

visiteurs au Canada, et pour encourager les Canadiens à explorer notre magnifique pays.

Nous allons **annoncer et exécuter une Stratégie fédérale en matière de tourisme, assurant une consultation et une collaboration chez tous les intervenants**, y compris les petites entreprises, qui sont le pilier de l'industrie touristique canadienne.

De plus, nous allons investir dans la **promotion d'événements liés au 100^e anniversaire du Stampede de Calgary et de la Coupe Grey** en 2012.

Nous allons également **soutenir la commémoration de jalons de l'histoire du Canada**, attirant des visiteurs étrangers – et encourageant les Canadiens à apprécier notre magnifique pays.

Nous allons investir afin de célébrer :

- le bicentenaire de la **Guerre de 1812** ;
- le **Jubilé du diamant** de Sa Majesté en 2012 ;
- le 150^e anniversaire de la **Conférence de Charlottetown** en 2014 ;
- le bicentenaire de la naissance de **Sir John A. Macdonald** en 2015 ; et
- le **150^e anniversaire de la Confédération** en 2017.

SOUTIEN À L'ESPRIT D'ENTREPRISE ET À L'ACQUISITION DE COMPÉTENCES CHEZ LES AUTOCHTONES

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures concrètes pour soutenir les nouvelles possibilités et améliorer la qualité de vie des peuples autochtones du Canada.

Dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, nous avons fait des investissements substantiels dans :

- une meilleure infrastructure dans les communautés de Premières nations – notamment la construction et l'amélioration de logements, d'écoles, de systèmes de traitement de l'eau potable et des eaux usées, et d'une infrastructure pour la santé et la police ; et
- l'amélioration des possibilités de formation et de perfectionnement des Autochtones.

Nous avons également créé une nouvelle agence de développement régional autonome, CanNor, afin de promouvoir le développement économique dans le Nord canadien.

Nous allons tirer profit de ces mesures en :

- faisant de **nouveaux investissements dans la gestion des terres des Premières nations**, permettant à ces dernières de promouvoir le développement des terres et des ressources de leurs réserves – une politique qui a déjà entraîné de nouveaux investissements dans les terres des réserves et plus de possibilités d'emploi pour les Autochtones et les non-Autochtones ;

- **améliorant l'éducation aux adultes dans les territoires**, ce qui aidera à hausser les niveaux d'éducation et d'emploi chez les Autochtones du Nord ;
- soutenant **des améliorations aux réservoirs alimentant l'infrastructure communautaire essentielle, pour assurer la sécurité de l'environnement** dans de nombreuses communautés de Premières nations rurales et éloignées ; et
- faisant la promotion du déploiement de **technologies sur l'énergie propre** dans les communautés autochtones et nordiques. ¹⁸

PLAN À LONG TERME POUR LE RENOUVELLEMENT DE L'INFRASTRUCTURE

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures historiques, en collaboration avec les provinces et les municipalités, afin de moderniser l'infrastructure du Canada, de créer des emplois et de soutenir la croissance économique à long terme :

- en 2007, nous avons créé le Fonds Chantiers Canada, un investissement historique à long terme dans notre réseau d'autoroutes national, nos systèmes de traitement de l'eau potable et des eaux usées, les réseaux de transport en commun, et des projets sur l'énergie propre ;
- en 2008, nous avons rendu le Fonds de la taxe sur l'essence permanent, pour aider les municipalités à planifier et à financer des améliorations aux infrastructures essentielles ; et
- en 2009 et 2010, par l'intermédiaire de notre Plan d'action économique, nous avons fait l'investissement fédéral dans l'infrastructure le plus important en plus de 60 ans, afin d'améliorer des routes, des ponts, des postes frontaliers, des réseaux de transport en commun, et des installations collégiales et universitaires, partout au pays.

Le Fonds Chantiers Canada doit expirer en 2014 et, après les réalisations de ces dernières années, nous devons évaluer nos efforts et besoins futurs.

Nous allons **travailler avec les provinces, les territoires, la Fédération canadienne des municipalités et d'autres intervenants pour élaborer un plan à long terme pour l'infrastructure publique** après l'expiration du Fonds Chantiers Canada.

INSTALLATIONS DE SPORT PROFESSIONNEL

Le gouvernement de Stephen Harper va continuer à faire des investissements dans l'infrastructure en fonction des priorités. **Nous allons maintenir la politique du gouvernement fédéral consistant à ne pas financer d'installations de sport professionnel, et nous allons l'appliquer uniformément partout au pays.**

ORGANISME CANADIEN DE RÉGLEMENTATION DES VALEURS MOBILIÈRES

La crise financière mondiale a démontré que le Canada a besoin

¹⁸ **LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à soutenir les Canadiens autochtones** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

d'un organisme national de réglementation des valeurs mobilières.

En 2010, notre gouvernement a proposé une Loi canadienne sur les valeurs mobilières. Nous l'avons également soumise à la Cour suprême du Canada pour qu'elle détermine si le Parlement a le pouvoir constitutionnel d'adopter une telle mesure législative.

Nous allons continuer à travailler avec les provinces et les territoires qui le souhaitent afin de créer un organisme national de réglementation des valeurs mobilières. Nous encourageons toutes les juridictions à former un partenariat et à aider à créer cette nouvelle institution. **Nous n'irons pas de l'avant tant que la Cour suprême ne statuera pas que cela relève de nos compétences.**

ACCORD SUR L'HARMONISATION DE LA TAXE DE VENTE AVEC LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le gouvernement de Stephen Harper respecte les compétences provinciales, et nous respectons la liberté des provinces de décider si elles veulent harmoniser leur taxe de vente à la TPS.

Le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec ont entrepris des négociations de bonne foi pour conclure un accord sur l'harmonisation qui respecte le rôle du Québec quant à l'administration, à la législation et à d'autres aspects du système, et qui est conforme à l'esprit des accords existants avec d'autres provinces.

Nous avons fait des progrès considérables – en fait, nous étions bien avancés dans les négociations finales – avant que le Bloc Québécois ne force la tenue d'élections inutiles et opportunistes. Cela a retardé les étapes finales de nos négociations.

Malgré ce retard inutile causé par le Bloc Québécois, **un gouvernement conservateur réélu travaillera promptement avec le gouvernement du Québec pour conclure un accord sur l'harmonisation dès que possible après les élections, et au plus tard le 15 septembre 2011.** Cet accord sera bon pour l'économie et juste pour la population de toutes les régions du Québec.

**ICI POUR LE
CANADA**
Conservateur



CANADA

**ICI POUR
ÉLIMINER LE DÉFICIT**

ICI POUR ÉLIMINER LE DÉFICIT

NOTRE BUT

Le gouvernement de Stephen Harper **va éliminer le déficit** et retourner à l'équilibre budgétaire.

Nous y arriverons sans augmenter le fardeau fiscal.

Nous allons **maintenir un faible fardeau fiscal**.

L'élimination du déficit et un faible fardeau fiscal sont requis pour assurer que :

- notre économie continue à croître et à créer des emplois ; et
- le gouvernement puisse continuer à investir dans les priorités des Canadiens.

NOTRE BILAN

La réponse du Canada à la récession mondiale a été un modèle et une source d'inspiration dans le monde entier.

En novembre 2009, le monde a été confronté à une crise économique imprévue et jamais vue depuis les années 1930 – la menace de l'effondrement synchronisé des systèmes financiers et de la confiance des consommateurs et des entreprises.

Pour relever ce défi extraordinaire, **tous les pays industrialisés du monde ont dû accuser un déficit temporaire** pour maintenir la confiance des entreprises, protéger les emplois et stimuler l'économie.

En 2009, les dirigeants des pays du G20, les principales économies avancées et émergentes du monde, se sont entendus sur cette mesure et ont fixé un objectif commun pour des investissements de relance.

Le gouvernement de Stephen Harper a atteint cet objectif pour le Canada – **et comme l'indique le bilan du Canada en matière de création d'emplois depuis le début de la récession mondiale, nos investissements ont porté fruits**.

Mais nous avons toujours soutenu – et les Canadiens sont d'accord – que **nous allons assurer que le déficit ne devienne pas permanent**.

En 2010, sous la coprésidence du Premier ministre Stephen Harper, les dirigeants des pays du G20 se sont entendus sur la nécessité de réduire les déficits et les dettes, et d'établir des objectifs clairs pour y arriver. Le Canada va atteindre et dépasser ces objectifs, car nous avons fait les bons choix – pas seulement pendant la récession, mais avant qu'elle ne frappe.

Avant que la récession mondiale ne frappe, le gouvernement de Stephen Harper avait :

- maintenu un budget équilibré ;
- remboursé 37 milliards de dollars sur la dette fédérale ;
- procédé à un examen continu des dépenses gouvernementales afin de supprimer les programmes inefficaces ou non prioritaires ;

- réduit le fardeau fiscal des familles et des entreprises ;
- investi dans les priorités des Canadiens ; et
- augmenté les paiements de transfert aux provinces à des niveaux record, pour soutenir la santé et l'éducation.

Grâce à ces choix équilibrés et responsables, par contraste avec de nombreux autres pays, **le Canada a pu lutter contre la récession mondiale dans une position de force** :

- le Canada a déjà exécuté la majeure partie de son programme de relance, et d'ici la fin de 2011, il sera terminé ;
- nous avons assuré que nos investissements de relance protégeraient et créeraient des emplois immédiatement, sans créer de nouveaux programmes gouvernementaux permanents ;
- nous sommes sur le point d'éliminer notre déficit bien avant le reste du G7 ; et
- nous protégeons et améliorons la solide position financière du Canada – nous sortons de la récession mondiale avec le ratio dette-PIB le moins élevé de toutes les principales économies avancées, et de loin.

NOTRE PLAN

Contrairement à la Coalition dirigée par Ignatieff et formée du NPD et du Bloc Québécois, **le gouvernement de Stephen Harper ne va pas augmenter le fardeau** fiscal des familles ou des entreprises qui créent des emplois pour les Canadiens.

Contrairement au gouvernement libéral précédent, **nous n'allons pas réduire les paiements de transfert** aux particuliers ou aux provinces pour des services essentiels comme la santé, l'éducation et les pensions.

Comme le précisait le budget que nous avons présenté le mois dernier, le déficit est déjà inférieur de 25 pour cent par rapport à l'année dernière, et il devrait diminuer de 25 pour cent en 2011-2012.

Par des réductions accélérées des dépenses publiques, un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper éliminera le déficit d'ici 2014-2015 en :

- mettant un terme aux mesures de relance, comme promis ;
- prenant des mesures précises pour limiter l'augmentation des dépenses de programme ; et
- procéder, en l'espace d'un an, à un examen exhaustif des dépenses publiques. ¹⁹

Cet **Examen stratégique et opérationnel exhaustif** vise à faire des économies additionnelles substantielles par une efficacité et une efficience accrues. À long terme, cela mettra le gouvernement en position de force pour :

- recommencer à rembourser la dette fédérale ;
- continuer à réduire le fardeau fiscal des familles canadiennes ; et

¹⁹ ÉLIMINER LE DÉFICIT

	BUDGET 2011 PRÉVISIONS SUR LE DÉFICIT/SURPLUS (MILLIARDS \$)	ÉCONOMIES DÉCOULANT DE L'EXAMEN STRATÉGIQUE ET OPÉRATIONNEL	BUDGET 2011 PRÉVISIONS RÉVISÉES SUR LE DÉFICIT/SURPLUS (MILLIARDS \$)
2011-2012	-29,6		-29,6
2012-2013	-19,4	1,0	-18,4
2013-2014	-9,5	2,0	-7,5
2014-2015	-0,3	4,0	3,7
2015-2016	4,2	4,0	8,2

- continuer à investir dans les priorités.

Nous allons éliminer le déficit de façon prudente et responsable.

Notre plan repose sur les prévisions financières du budget que notre gouvernement a présenté le mois dernier. Ces prévisions sont fondées sur les conseils spécialisés indépendants faits par des économistes du secteur privé de premier plan, et sur une estimation prudente de la croissance économique au cours des prochaines années.



**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**

**ICI POUR LES FAMILLES
QUI TRAVAILLENT FORT**

ICI POUR LES FAMILLES QUI TRAVAILLENT FORT

NOTRE BUT

Les Canadiens travaillent fort pour subvenir aux besoins de leur famille et joindre les deux bouts. Le gouvernement de Stephen Harper croit qu'il faut **augmenter la liberté qu'ont les Canadiens de dépenser leur propre argent en fonction de leurs propres priorités.**

Depuis notre entrée en fonctions en 2006, nous agissons pour **réduire le fardeau fiscal des familles canadiennes qui travaillent fort et améliorer leur sécurité financière.**

En **remettant de l'argent dans le portefeuille des contribuables**, nous :

- aidons les Canadiens à prendre soin de leur famille et améliorons leur sécurité financière ;
- soutenons une meilleure qualité de vie pour les familles, dans toutes les régions du pays ; et
- aidons à stimuler notre économie, ce qui permet de créer de nouveaux emplois de qualité dans nos communautés.

NOTRE BILAN

Le gouvernement de Stephen Harper offre un allègement fiscal substantiel aux Canadiens, ayant réduit le **fardeau fiscal fédéral général à son plus bas niveau en 50 ans** et donnant au Canada un avantage considérable au sein de l'économie mondiale.

La Coalition dirigée par Ignatieff s'oppose à cela avec son plan d'augmentation des taxes et des impôts, mais nous restons fermes. Pour réduire le fardeau fiscal des familles canadiennes, nous avons entre autres :

- réduit la TPS à deux reprises, de 7 à 6 à 5 pour cent, permettant à une famille moyenne de quatre personnes d'économiser 960 \$ par année ;
- supprimé des rôles d'imposition plus d'un million de Canadiens à faible revenu ;
- permis aux aînés de fractionner leur revenu de pension aux fins fiscales, permettant aux couples d'aînés d'économiser près de 1 000 \$ par année ;
- créé le Compte d'épargne libre d'impôt – l'outil d'épargne le plus important depuis les REER ; et
- réduit le fardeau fiscal des aînés, des étudiants, des usagers du transport en commun, des gens de métier, des nouveaux Canadiens et de toutes les familles canadiennes.

En fait, depuis 2006, nous avons réduit le fardeau fiscal à 120 reprises, notamment par des mesures permettant à une famille moyenne de quatre d'économiser plus de 3 000 \$ par année.

NOTRE PLAN

Mais il reste à faire. Nous devons continuer à réduire le fardeau fiscal pour **aider les Canadiens à subvenir aux besoins de leur famille** et pour **renforcer la sécurité financière des Canadiens**. Voici ce que fera un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper pour atteindre ces objectifs.

ALLÈGEMENT FISCAL POUR LES FAMILLES

Le gouvernement de Stephen Harper a agi pour soutenir toutes les familles canadiennes. En plus des mesures susmentionnées, nous avons :

- créé la Prestation universelle pour la garde d'enfants, offrant 1 200 \$ par année, pour chaque enfant de moins de 6 ans, afin de soutenir tous les parents et de respecter leur droit de choisir le type de garde qui convient le mieux à leur famille ;
- créé le Crédit d'impôt pour enfants, un crédit d'impôt de 2 000 \$ pour chaque enfant de moins de 18 ans ;
- créé le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, pour aider les familles à supporter les coûts d'inscription à des activités sportives et d'autres activités physiques ;
- amélioré le Régime enregistré d'épargne-études ;
- créé le Régime enregistré d'épargne-invalidité pour aider les Canadiens ayant une invalidité et leur famille à planifier l'avenir ; et
- pris d'autres mesures d'allègement fiscal majeures, visant souvent les familles à faible revenu. ²⁰

Ce bilan indique que nous croyons fermement à une équité pour les familles canadiennes, et au respect des choix qu'elles font en fonction de leurs besoins et de leurs priorités.

Mais il reste à faire, surtout avec le régime d'imposition du revenu fédéral. Pour le moment, des couples ayant le même nombre d'enfants et gagnant le même revenu total ne sont pas traités sur un pied d'égalité.

Un couple à deux revenus dont l'un des partenaires gagne plus que l'autre paie plus d'impôt fédéral qu'un couple dont les deux partenaires ont le même revenu. Un couple gagnant un seul revenu paie encore plus d'impôt.

Nous pourrions bientôt prendre une mesure historique pour assurer une plus grande équité aux familles. Nous allons offrir un **allègement fiscal pour les familles** : le fractionnement du revenu des couples ayant des enfants à charge de moins de 18 ans.

Cela donnera aux couples le choix de fractionner jusqu'à 50 000 \$ du revenu familial, aux fins de l'imposition fédérale. Cette importante nouvelle mesure sera prise quand le budget sera équilibré, au cours de notre prochain mandat.

Le résultat sera un **allègement fiscal considérable pour quelque 1,8 million de familles canadiennes** – chacune économisant en moyenne **1 300 \$ par année**.

En outre, cela assurera que le régime fiscal fédéral respecte et soutient les choix faits par les familles.

²⁰UN ALLÈGEMENT FISCAL POUR LES FAMILLES À FAIBLE REVENU

Le gouvernement de Stephen Harper offre un allègement fiscal substantiel à toutes les familles canadiennes, y compris les familles à faible revenu. Par exemple, nous avons :

- créé, puis doublé, la Prestation fiscale pour le revenu de travail ;
- augmenté le revenu auquel la Prestation nationale pour enfants et la Prestation fiscale canadienne pour enfants sont progressivement éliminées ;
- augmenté l'exemption pour le revenu personnel de base ;
- réduit le taux d'imposition des particuliers de 16 à 15 pour cent ; et
- permis aux familles de réclamer une plus grande part de leur revenu au titre des deux taux les moins élevés.

Grâce à nos mesures, nous avons :

- réduit de plus de 50 pour cent le fardeau fiscal fédéral des familles gagnant entre 15 000 \$ et 30 000 \$; et
- supprimé environ 124 000 familles monoparentales des rôles d'imposition fédéraux.

Cela assurera une équité pour les couples gagnant un seul revenu. Et cela réduira le fardeau des familles à deux revenus, qui pourront garder une plus grande part de ce qu'elles gagnent et mieux bénéficier du deuxième revenu.

DOUBLER LE CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA CONDITION PHYSIQUE DES ENFANTS

Les parents savent qu'une activité physique régulière est un élément clé du développement de leurs enfants. Que ce soit du hockey ou de la danse, cela permet aux enfants de commencer une vie saine et active.

Cependant, le coût de ces mesures peut exercer une pression sur le budget familial. En 2007, le gouvernement de Stephen Harper a créé le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants, qui s'élève à 500 \$, pour aider les familles à supporter ces coûts. En 2008, près de 1,5 million de Canadiens ont bénéficié de cette mesure.

En raison du succès de cette mesure, nous allons doubler la valeur du crédit d'impôt et le rendre remboursable, **jusqu'à 1 000 \$, pour aider à supporter les coûts d'inscription des enfants à des activités physiques.** Cette mesure sera prise quand le budget sera équilibré, au cours de notre prochain mandat.

Crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants

Pour de nombreux enfants canadiens, la participation aux arts fait partie intégrante de leur développement. Un enfant aime les camps musicaux, un autre est attiré par les planches, et un autre apprend la langue et le patrimoine de ses ancêtres.

Tous peuvent ainsi se faire des amis et développer leur créativité. Cependant, les coûts connexes peuvent être trop élevés pour certaines familles.

Dans le but d'aider les familles à offrir ces importantes possibilités à leurs enfants, nous allons créer le **Crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants, supportant les dépenses admissibles de 500 \$ par enfant participant à des activités artistiques ou culturelles.** ²¹

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LA CONDITION PHYSIQUE DES ADULTES

Les Canadiens de tout âge veulent être en bonne forme physique.

Cela aide à éviter de graves maladies chroniques et à améliorer le bien-être. Une vaste gamme d'activités peut permettre d'atteindre ces objectifs – du hockey à la course à pied.

Pour aider les Canadiens à choisir un mode de vie sain et actif, nous allons offrir le Crédit d'impôt pour la condition physique des adultes, **couvrant jusqu'à 500 \$ des frais d'inscription à des activités physiques pour adultes.** Cette mesure sera prise quand le budget sera équilibré, au cours de notre prochain mandat.

PROGRAMME ÉCOÉNERGIE RÉNOVATION – MAISONS

En 2007, le gouvernement de Stephen Harper a créé le programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons afin de soutenir des projets

²¹**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir les familles canadiennes quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

permettant d'économiser l'énergie. Cette initiative vise à aider à réduire les coûts énergétiques des Canadiens et à avoir un environnement plus propre.

Le programme offre aux propriétaires fonciers une subvention pouvant atteindre 5 000 \$ afin de compenser le coût des améliorations efficaces sur le plan énergétique – par exemple, remplacer le système de chauffage ou de climatisation, ou des portes et des fenêtres.

Nous allons **prolonger d'un an le programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons**. Ce nouvel investissement aidera les familles à réduire les coûts énergétiques et soutiendra l'emploi dans le secteur de la rénovation domiciliaire.²²

SOUTIEN AUX AIDANTS FAMILIAUX

Les Canadiens sont des gens occupés – ils travaillent fort, ils s'occupent de leur famille et ils contribuent à leur communauté.

Nombre d'individus et de familles ont des responsabilités supplémentaires, car ils doivent prendre soin de parents ou de proches infirmes. Ces aidants familiaux font des sacrifices, devant souvent quitter temporairement leur travail, renonçant à un revenu d'emploi.

Dans le but de reconnaître et de soutenir les Canadiens qui s'occupent de proches handicapés à la maison, nous allons **créer le Crédit d'impôt pour aidants familiaux de 2 000 \$**.

Cette nouvelle mesure bénéficiera à plus de 500 000 aidants familiaux. Elle inclura pour la première fois les conjoints, conjoints de faits et enfants mineurs, et elle visera à améliorer les crédits existants pour personnes à charge afin de maximiser le soutien aux aidants familiaux.²³

SOUTIEN AUX AÎNÉS À FAIBLE REVENU

Les aînés canadiens méritent notre gratitude, ayant contribué toute leur vie à nos familles, nos communautés et notre pays. Ils méritent de terminer leur vie dans la dignité.

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures pour soutenir nos aînés, y compris les aînés à faible revenu. Nous avons entre autres :

augmenté le Montant en raison de l'âge – à deux reprises – haussant le revenu pouvant être gagné avant de payer de l'impôt ;

- permis aux couples âgés de partager leur revenu de pension aux fins de l'impôt ;
- investi 400 millions de dollars dans des logements pour les aînés à faible revenu, dans le cadre de notre Plan d'action économique ; et
- augmenté le montant que les bénéficiaires du SRG peuvent gagner avant que leurs prestations soient réduites.

Mais il faut faire plus. Bien que le niveau de pauvreté chez les aînés au Canada soit bas relativement à d'autres pays, cela ne suffit pas.

²²LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les Canadiens à réduire leurs coûts énergétiques quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

²³LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir les aidants familiaux quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

Dans des communautés partout au pays, des aînés ont de la difficulté à payer leurs factures mensuelles. Ce sont souvent des femmes, et souvent des veufs. Ils ont travaillé fort toute leur vie pour leur famille et leur communauté, mais n'ont pas de revenu de retraite.

Pour offrir un meilleur soutien aux aînés les plus vulnérables, nous allons **verser une prestation complémentaire au Supplément de revenu garanti**, offrant jusqu'à 600 \$ de plus par année aux aînés célibataires et jusqu'à 840 \$ aux couples.

Nous estimons que cette mesure améliorera la sécurité financière de quelque 680 000 aînés canadiens, les aidant à joindre les deux bouts.²⁴

DOUBLER LA LIMITE DE COTISATION AU COMPTE D'ÉPARGNE LIBRE D'IMPÔT

Les Canadiens qui travaillent fort se préoccupent de plus en plus de leurs épargnes – avoir suffisamment d'argent de côté pour l'éducation de leurs enfants et un coussin pour leur retraite.

Dans le but d'aider les Canadiens à épargner plus pour l'avenir, notre gouvernement a créé en 2008 le Compte d'épargne libre d'impôt (CELI). Le CELI est l'outil d'épargne personnel le plus important depuis les REER.

Cette mesure remporte un franc succès – environ 4,7 millions de Canadiens ont un CELI. Et cela profite particulièrement aux aînés – ils peuvent retirer de l'argent sans que cela affecte leurs prestations de SV ou du SRG.

Nous allons tirer profit de ce succès en **doublant le montant que les Canadiens peuvent épargner chaque année, le portant à 10 000 \$**. Cette mesure sera prise quand le budget sera équilibré, au cours de notre prochain mandat.

AIDER LES CANADIENS À ÉPARGNER POUR LEUR RETRAITE

Le gouvernement de Stephen Harper offre un allègement fiscal considérable aux aînés et aux pensionnés, aidant à assurer qu'ils ont une bonne qualité de vie.

Mais il faut faire plus. De nombreux Canadiens se demandent s'ils épargnent suffisamment pour leur retraite, et la plupart des travailleurs canadiens n'ont pas accès à un régime de retraite.

À la fin de l'année dernière, le gouvernement de Stephen Harper a annoncé un plan visant à aider les Canadiens à épargner pour leur retraite, ce qui comprend les travailleurs autonomes, par une option de pension à faible coût.

Un gouvernement conservateur réélu collaborera avec ses partenaires provinciaux et territoriaux pour **mettre en place le Régime de pension agréé collectif** le plus rapidement possible au cours de son prochain mandat.

²⁴**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les aînés à faible revenu quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

SOUTENIR LES POSSIBILITÉS D'EMPLOI DES ANCIENS COMBATTANTS

Les hommes et les femmes en uniforme qui servent notre pays méritent notre profonde gratitude et notre plus grand respect.

Le gouvernement de Stephen Harper s'engage à fournir aux militaires, passés et actuels, et à leurs familles les soins, les services et le soutien financier dont ils ont besoin et qu'ils méritent.

Pour soutenir nos anciens combattants, nous avons entre autres :

- adopté la Loi améliorant la Nouvelle Charte des anciens combattants, offrant :
 - un meilleur accès aux prestations mensuelles des anciens combattants gravement blessés ;
 - un supplément mensuel à vie de 1 000 \$ pour les anciens combattants les plus gravement blessés ou malades ; et
 - des options flexibles pour l'indemnité d'invalidité.
- créé un Héritage de soins pour offrir un soutien additionnel aux militaires gravement blessés et à leurs familles ;
- amélioré le soutien aux anciens combattants atteints de la SLA, offert des paiements versés à titre gracieux en rapport aux essais de l'agent Orange, et créé le Programme de reconnaissance des anciens combattants exposés aux effets nucléaires ; et
- créé le Programme d'aide à l'édification de monuments commémoratifs dans les collectivités, et offert un allègement de la TPS sur les achats de couronnes et de coquelicots commémoratifs effectués par la Légion royale canadienne.

Nous allons continuer à soutenir et à honorer nos courageux anciens combattants. Nous allons investir dans un **programme de transition vers le marché du travail** afin d'aider les anciens militaires à trouver du travail dans l'industrie de la construction.

Cette mesure repose sur le soutien considérable et continu offert par l'intermédiaire des Services de transition de carrière d'Anciens combattants Canada. ²⁵

PROGRAMME DE PROTECTION DES SALARIÉS

Le Programme de protection des salariés assure le paiement opportun des salaires et des paies de vacance aux travailleurs dont l'employeur a fait faillite.

Dans le but d'aider les Canadiens les plus durement touchés par la récession mondiale, le gouvernement de Stephen Harper a élargi le programme, qui couvre maintenant les indemnités de départ.

Dans le but d'aider les Canadiens qui perdent leur emploi contre leur gré, nous allons **améliorer le Programme de protection des salariés** – nous allons offrir une protection aux travailleurs dont les tentatives de restructuration infructueuses de l'employeur durent plus de six mois. ²⁶

²⁵ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les anciens combattants quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

²⁵ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les travailleurs canadiens quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

RENOUVELER L'ACCORD FÉDÉRAL-PROVINCIAL SUR LA SANTÉ

Le gouvernement de Stephen Harper s'engage envers un système de santé public universel et la Loi canadienne sur la santé, et le droit des provinces de fournir des soins de santé dans leur juridiction.

Comme promis, nous avons mis en application l'Accord décennal fédéral-provincial sur la santé, offrant des paiements de transfert prévisibles pour aider les provinces et les territoires à renforcer les services de santé.

Dans le but d'aider à assurer que ce nouveau financement soit utilisé efficacement, nous avons collaboré avec les provinces et les territoires pour concevoir une Garantie de délai d'attente pour les patients pour les soins médicaux essentiels.

L'Alliance sur les temps d'attente a signalé que des progrès ont été réalisés quant aux délais d'attente pour la radiothérapie/l'oncologie, les chirurgies de la cataracte et les pontages.

Cependant, elle a ajouté qu'il faut faire plus pour réduire les délais d'attente pour d'autres traitements et procédures de diagnostic. De plus, le rapport par les provinces et les territoires doit être plus opportun et plus uniforme pour qu'il soit possible de mesurer les progrès.

Les Canadiens s'attendent à un accès opportun à des soins de qualité, et ils le méritent. Pour les aider à atteindre cet objectif, nous allons **collaborer avec les provinces et les territoires afin de renouveler l'Accord sur la santé et continuer à réduire les délais d'attente.**

Dans nos discussions, nous allons **insister sur l'importance de la responsabilisation et de l'obtention de résultats pour les Canadiens** – un meilleur rapport par les provinces et les territoires afin de mesurer les progrès, et des garanties quant aux autres interventions nécessaires.

Dans un esprit de fédéralisme d'ouverture, quand nous renouvellerons l'Accord sur la santé, nous allons **respecter le fait que le système de santé relève des compétences provinciales et respecter les limites du pouvoir fédéral de dépenser.**

Reconnaissant le fédéralisme asymétrique, nous allons respecter le précédent d'un **accord distinct avec le gouvernement du Québec** sur la mise en application du nouvel Accord sur la santé. ²⁷

²⁷ PROTÉGER LES CONSOMMATEURS ET ASSURER LA SÉCURITÉ DES PRODUITS

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures concrètes pour protéger les consommateurs et assurer la sécurité des produits. Nous avons entre autres :

- encouragé une concurrence plus forte dans le secteur des télécommunications sans fil, pour réduire et améliorer les choix pour les consommateurs ;
- créé une nouvelle réglementation sur les cartes de crédit afin de protéger les Canadiens contre les hausses de coût inattendues et de fournir de l'information précise sur les conditions ;
- créé un code de conduite pour l'industrie des cartes de crédit et de débit pour encourager la concurrence, améliorer les choix et réduire les coûts pour les petites entreprises et les consommateurs ;
- adopté une loi contre les pourriels ;
- adopté une loi pour assurer l'équité à la pompe à essence et aux balances des détaillants en alimentation, et pour augmenter les pénalités en cas de pratiques commerciales injustes ;
- modernisé la loi sur la sécurité des produits de consommation, permettant le rappel obligatoire des produits dangereux ;
- adopté une loi contre le marketing sur le tabac visant les enfants et les jeunes ;
- imposé des mises en garde plus grandes et plus frappantes sur l'emballage des produits du tabac ; et
- établi de nouvelles règles sévères pour :
 - assurer la sécurité des berceaux et des sièges d'auto ;
 - protéger les bébés contre l'exposition dangereuse au plomb, au bisphénol A et aux phtalates ; et
 - protéger notre environnement et la santé des Canadiens, notamment des mesures pour réduire les phosphates dans les produits ménagers et les composés organiques volatils.

**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**



**ICI POUR
DÉFENDRE LE CANADA**

ICI POUR DÉFENDRE LE CANADA

NOTRE BUT

Les Canadiens savent que **personne ne peut prévoir quand nos courageux hommes et femmes en uniforme peuvent être appelés** – pour soutenir nos alliés et défendre les intérêts de notre pays, pour aider à maintenir la paix, ou pour secourir les victimes de catastrophes naturelles, au pays et à l'étranger.

En cette ère de menaces pour la sécurité mondiale, **les Canadiens savent qu'il faut faire preuve d'une vigilance accrue** – et ils savent que le Canada n'est pas à l'abri de la menace de terroristes ici au pays.

Le gouvernement de Stephen Harper croit que la principale responsabilité du gouvernement fédéral est de défendre et de **renforcer notre souveraineté nationale**.

Par-dessus tout, le gouvernement fédéral a le devoir de protéger la vie des Canadiens – **de défendre notre pays et de protéger nos frontières**.

Des générations de Canadiens ont travaillé fort pour bâtir notre pays et, en période de danger, les plus courageux ont donné leur vie.

Le gouvernement de Stephen Harper s'engage également à **promouvoir l'histoire du Canada et à défendre les principes qui font que notre pays est uni, fort et libre**.

NOTRE BILAN

Voici quelques-unes des mesures prises par le gouvernement de Stephen Harper jusqu'à présent **pour protéger le Canada**. Dans le but de renforcer notre souveraineté nationale et de protéger nos frontières, nous :

- remettons les Forces armées canadiennes sur pied, donnant à nos hommes et femmes en uniforme l'équipement dont ils ont besoin et le respect qu'ils méritent ;
- soutenons nos militaires pour leur contribution exceptionnelle à l'effort allié en Afghanistan, et dans la transition de leur mission de combat en une mission de formation cette année, qui vise à assurer que l'Afghanistan n'est plus un havre de paix pour les terroristes ;
- avons adopté une loi pour permettre aux victimes de traduire en justice les partisans et les auteurs d'actes terroristes ;
- avons pris de nouvelles mesures pour combattre le financement du terrorisme et le blanchiment d'argent, et pour empêcher les organisations liées au terrorisme de fonctionner en tant qu'organismes de bienfaisance enregistrés ;
- avons élaboré le Plan fédéral d'intervention d'urgence et la Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles pour gérer les risques et renforcer la résilience des systèmes vitaux comme l'approvisionnement en aliments, les réseaux électriques, et les systèmes de transport, de communication et de sécurité publique ;

- avons adopté la Loi sur des mesures de réforme équitables concernant les réfugiés pour offrir une protection plus rapide à ceux qui en ont besoin et rejeter plus rapidement les faux demandeurs d'asile ; et
- avons adopté une loi permettant au Canada de geler les avoirs canadiens d'anciens dirigeants corrompus, des membres de leur famille, de leurs représentants et de leurs associés.

Le gouvernement de Stephen Harper a aussi agi pour **promouvoir le patriotisme canadien et célébrer notre histoire et nos institutions communes**. Nous avons :

- publié un nouveau Guide sur la citoyenneté pour les nouveaux Canadiens – les encourageant à embrasser l'histoire du Canada et nos valeurs communes, et à contribuer activement au développement continu de notre pays ;
- créé, en coopération avec des partenaires publics et privés, le Musée canadien des droits de la personne, à Winnipeg – le premier musée national créé depuis 1967, et le tout premier hors de la région de la capitale nationale ;
- créé le Musée canadien de l'immigration au Quai 21, à Halifax ;
- célébré des moments clés de l'histoire canadienne, dont :
 - le 400^e anniversaire de la fondation de la ville de Québec ;
 - le 400^e anniversaire de Cupids, à Terre-Neuve-et-Labrador, le plus ancien établissement anglais au Canada ;
 - le 250^e anniversaire de la démocratie parlementaire au Canada, établie pour la première fois en Nouvelle-Écosse ; et
 - le 150^e anniversaire de la fondation de la colonie de la Couronne de la Colombie-Britannique ;
- célébré la 22^e tournée royale de Sa Majesté la Reine du Canada ; et
- agi, là où le gouvernement libéral précédent refusait de le faire, pour renforcer les liens unissant les Canadiens :
 - nous avons officiellement clos des chapitres sombres de notre histoire – par exemple, la politique sur les pensionnats indiens et la taxe d'entrée visant à contrer l'immigration chinoise ;
 - nous avons reconnu le rejet délibéré des réfugiés juifs avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'internement de « sujets de pays ennemis » pendant les deux Guerres mondiales, et l'incident du Komagata Maru en 1914 ; et
 - nous avons pris une mesure historique pour reconnaître que les Québécois forment une nation au sein d'un Canada uni.

NOTRE PLAN

Voici ce que fera un gouvernement conservateur réélu pour :

- assurer que notre pays est prêt à relever les défis en matière de sécurité au cours des années et des décennies à venir ;
- affirmer notre souveraineté nationale ; et
- promouvoir l'histoire de notre pays et encourager le patriotisme canadien.

CONSOLIDER LES FORCES ARMÉES CANADIENNES

Le gouvernement libéral précédent refusait de fournir à nos hommes et femmes en uniforme les outils dont ils ont besoin pour faire leur travail, les envoyant devant le danger sans l'équipement nécessaire.

Depuis, la Coalition dirigée par Ignatieff s'oppose à toute tentative d'inverser les effets de ce que nos militaires ont appelé la « décennie de noirceur ».

Malgré cette obstruction, le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures importantes pour assurer que les Forces armées canadiennes ont l'équipement requis pour défendre notre pays. Nous avons investi dans des chars d'assaut modernes, des hélicoptères et des avions de transport pour l'Armée, et nous avons développé une Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale pour la Marine. ²⁸

De plus, nous nous sommes engagés à acheter les avions de combat de la prochaine génération, les avions de combat interarmées F-35, pour notre Force aérienne.

Le programme sur les F-35 est un effort conjoint incluant le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Australie, le Danemark, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège et la Turquie.

L'achat des F-35 est nécessaire pour remplacer la flotte de CF-18 avant qu'elle ne devienne inutilisable, et pour assurer que les avions de combat du Canada sont compatibles avec ceux de nos alliés de l'OTAN. L'investissement sera fait progressivement, au cours des 15 prochaines années, la majeure partie commençant en 2015 seulement, quand le budget sera équilibré.

Le gouvernement libéral précédent avait investi dans le programme des F-35, et nous avons soutenu cette décision, car c'était, et c'est toujours, la meilleure option pour le Canada.

Cependant, Michael Ignatieff et ses partenaires de la Coalition, le NPD et le Bloc Québécois, ont promis d'abolir ce programme – une promesse imprudente et irresponsable qui éliminerait des milliers d'emplois hautement qualifiés et bien rémunérés, et qui refuserait aux hommes et aux femmes de la Force aérienne l'équipement moderne dont ils ont besoin pour faire leur travail.

Un gouvernement conservateur réélu dirigé par Stephen Harper va **aller de l'avant avec l'achat des F-35 pour assurer que les membres de la Force aérienne ont les outils dont ils ont besoin pour défendre notre pays** au cours des années à venir.

²⁸AIDER HAÏTI DANS LE BESOIN

Les Canadiens peuvent être fiers de la contribution exceptionnelle des Forces armées canadiennes aux efforts internationaux de secours et de sauvetage déployés en Haïti après le séisme de 2010.

Avec de l'équipement moderne, nos hommes et femmes en uniforme ont pu se rendre sur place de toute urgence et offrir une aide immédiate. Leur expérience, leur expertise et leur compassion ont été mises à contribution, leur gagnant l'admiration de leurs partenaires internationaux et de leurs concitoyens.

LUTTER CONTRE LE PASSAGE DE CLANDESTINS

Des événements récents ont démontré que le système d'immigration du Canada est une cible pour les criminels, ce qui coûte cher aux Canadiens.

Il est injuste que des passeurs de clandestins et des faux demandeurs d'asile abusent de la générosité du Canada et tentent de passer avant ceux qui respectent les règles.

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures décisives pour protéger le système d'immigration du Canada en présentant la Loi visant à empêcher les passeurs d'utiliser abusivement le système d'immigration canadien.

Cependant, Michael Ignatieff et ses partenaires de la Coalition, le NPD et le Bloc Québécois, se sont vivement opposés à ces réformes requises de toute urgence. Ils s'opposent à la détention des migrants illégaux. Ils s'opposent même à l'imposition de peines plus sévères aux passeurs de clandestins.

Un gouvernement majoritaire dirigé par Stephen Harper traitera en priorité **l'adoption de notre mesure législative visant à lutter contre le passage de clandestins.**

RENFORCER LA GARDE CÔTIÈRE CANADIENNE

Le gouvernement de Stephen Harper a agi sur divers fronts pour renforcer notre souveraineté nationale, notamment notre souveraineté dans l'Arctique.

Nous rééquipons les Forces armées canadiennes, et exécutons notre Stratégie sur le Nord. Cependant, des améliorations sont requises pour renforcer la capacité du Canada de patrouiller le long de nos côtes et d'appliquer nos lois dans les eaux canadiennes.

La Garde côtière canadienne a de nombreuses fonctions, dont le soutien à la protection de l'environnement et l'intervention d'urgence. Cependant, pour le moment, elle n'a pas le mandat ni les moyens de jouer un rôle significatif dans l'application de la loi et la protection de notre sécurité nationale.

Le gouvernement de Stephen Harper a déjà pris des mesures pour rééquiper la Garde côtière. Nous avons investi dans 98 nouveaux navires et barges, et dans des réparations majeures à 40 vaisseaux existants, un élément clé de notre Stratégie nationale d'approvisionnement en matière de construction navale.

Pour tirer profit de ces mesures et mieux renforcer notre sécurité nationale, nous allons :

- **donner à la Garde côtière un mandat sur l'application de la loi**, lui permettant d'appliquer les lois fédérales dans nos océans et dans les Grands Lacs ;
- **former des équipes armées**, ce qui comprend des membres de la Garde côtière et de la GRC ; et
- **armer certains vaisseaux de la Garde côtière.**

DÉPORTER LES CRIMINELS ÉTRANGERS

Il faut souvent des années pour déporter les criminels étrangers, même s'ils sont dangereux. Dans certains cas, les criminels et les terroristes étrangers évitent de se faire déporter car ils exploitent les pourvois en appel sans fin et les lacunes du système.

Les Canadiens s'attendent à ce que les criminels étrangers aient droit à un processus raisonnable avant d'être expulsés, mais pas à un abus interminable de notre générosité.

Nous allons rationaliser le processus de déportation des criminels étrangers. Nous allons :

- **accélérer la déportation des criminels étrangers**, traitant en priorité le traitement des ordonnances de déportation des gens ayant un casier judiciaire ou des liens avec des organisations terroristes ou le crime organisé ;
- **rationaliser les niveaux d'appel multiples** offerts aux personnes déportées pour des crimes graves ou ayant des liens avec des organisations terroristes ou le crime organisé ;
- modifier la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés, le Code criminel et la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition afin de permettre aux tribunaux **d'ordonner la déportation immédiate au moment de l'admissibilité à la libération conditionnelle ou de la fin de la peine**, et faire de l'acceptation de la déportation une condition de l'admissibilité à la libération conditionnelle ; et
- modifier la Loi sur le transfèrement international des délinquants afin de **supprimer l'exigence sur le consentement des contrevenants étrangers pour le transfèrement des prisonniers**, pour qu'ils puissent dans certains cas purger leur peine à l'étranger.

ÉLARGIR LE PROGRAMME DE FINANCEMENT DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE DE SÉCURITÉ

Le Canada est un pays diversifié et tolérant.

Cependant, malheureusement, certaines communautés sont vulnérables aux crimes haineux, simplement pour des raisons liées à la race, à la religion ou à la culture. Ces actes violents et haineux nuisent à la propriété et présentent un risque pour la sécurité publique. De plus, ils mettent des communautés entières dans un état de peur et d'anxiété.²⁹

En 2007, le gouvernement de Stephen Harper a créé un projet pilote, le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité, pour aider ces communautés à se procurer des caméras de surveillance, des systèmes d'alarme, des clôtures et d'autre matériel pour protéger leurs lieux de culte, leurs écoles et leurs centres communautaires.

- Nous allons **élargir ce programme pour prévenir les crimes haineux** et aider à rétablir un sentiment de sécurité dans les communautés touchées.³⁰

MESURE LÉGISLATIVE POUR COMBATTRE LE TERRORISME

À la suite des attentats du 11 septembre, le Parlement a adopté une mesure législative pour donner aux forces de l'ordre les outils dont elles ont besoin pour combattre le terrorisme.

La loi a expiré après cinq ans. Le gouvernement de Stephen Harper

²⁹ LUTTER CONTRE LES CRIMES HAINEUX

Le gouvernement de Stephen Harper a créé le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité pour protéger les communautés vulnérables aux crimes haineux. La plupart des participants n'ont signalé aucun incident après les améliorations apportées à la sécurité, et des rapports indiquent que le programme a permis de prévenir et de réduire ces crimes. Le programme a notamment aidé des communautés juives, musulmanes, hindoues et des Premières nations.

³⁰ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF

et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à aider les communautés vulnérables quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

a tenté d'en rétablir les principales dispositions :

- audiences d'investigation – permettre à un juge d'ordonner à un individu de répondre à des questions ou de fournir des documents, quand il y a des raisons de croire qu'un acte terroriste a été ou va être commis ; et
- engagements assortis de conditions – quand un individu accepte de respecter les conditions imposées par un juge pour empêcher des actes terroristes.
- Malheureusement, la Coalition dirigée par Ignatieff et formée du NPD et du Bloc Québécois a bloqué ces mesures nécessaires.

Cependant, les Canadiens savent que la menace du terrorisme mondial demeure et, au cours des années qui ont suivi le 11 septembre, nous avons vu que le Canada est aussi vulnérable à la menace de complots terroristes fomentés au pays.

Nous allons présenter de nouveau notre mesure législative **visant à donner aux forces de l'ordre les outils dont elles ont besoin pour enquêter et prévenir les actes de terrorisme**, pour protéger les Canadiens et défendre notre pays contre de telles atrocités.

STRATÉGIE NATIONALE CONTRE LE TERRORISME

La responsabilité première du gouvernement fédéral est de protéger la sécurité des Canadiens et de défendre notre pays contre les attaques.

Les Canadiens savent que nous ne sommes pas à l'abri de la menace du terrorisme, et ils veulent avoir l'assurance que leur gouvernement a un plan exhaustif pour contrer cette menace.

Le gouvernement de Stephen Harper a pris les mesures suivantes :

- assurer que le renseignement ayant une importance vitale est partagé et analysé de façon exhaustive par les organismes canadiens d'application de la loi et du renseignement ;
- allouer un financement accru pour renforcer la sécurité du fret aérien et améliorer les opérations de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien ; et
- élaborer le Plan fédéral d'intervention d'urgence et la Stratégie nationale sur les infrastructures essentielles.

Pour tirer profit de ces mesures, nous allons élaborer une nouvelle **Stratégie nationale contre le terrorisme**, mettant en lumière les lois et procédures pertinentes, de même que les moyens de protéger notre pays contre le terrorisme par une **coordination efficace entre les agences de sécurité, tous les paliers de gouvernement, les forces de l'ordre, les intervenants de la communauté et nos partenaires internationaux**.

SOUVERAINETÉ DANS L'ARCTIQUE : AUTOROUTE DEMPSTER

Le Grand Nord est au cœur même de notre identité canadienne – des cultures autochtones ancestrales aux explorateurs, en passant par l'art et la littérature emblématiques.

Notre présence dans le Nord est aussi un facteur de plus en plus important pour la défense de notre souveraineté nationale.

Le Premier ministre Stephen Harper fait du Nord canadien un pilier de l'ordre du jour de notre gouvernement. Par l'intermédiaire de notre Stratégie pour le Nord en quatre points, nous :

- renforçons la souveraineté du Canada dans l'Arctique ;
- protégeons l'environnement nordique ;
- encourageons le développement économique et social ; et
- donnons aux habitants du Nord un plus grand contrôle sur leurs affaires.

Pour exécuter sa Stratégie sur le Nord, le gouvernement de Stephen Harper a :

- agrandi de six fois la réserve de parc national du Canada Nahanni ;
- créé l'aire marine protégée Tarium Niryutait et l'aire marine de conservation nationale Lancaster Sound ;
- adopté une loi pour protéger nos eaux arctiques ;
- créé une nouvelle agence de développement économique, CanNor, pour la région ;
- investi dans le logement abordable ;
- investi dans l'acquisition de compétences et soutenu le développement des entreprises autochtones et non autochtones ;
- commencé à travailler sur une nouvelle Station de recherche de l'Extrême Arctique ;
- augmenté l'importance et amélioré la capacité des unités de Rangers canadiens ;
- soutenu la prochaine phase de la mission de la Constellation RADARSAT, un système comptant trois satellites avancés de détection à distance ; et
- promis d'investir dans de nouveaux patrouilleurs pour l'Arctique et entrepris la planification du lancement d'un nouveau brise-glace de classe polaire, le John G. Diefenbaker.

Un gouvernement conservateur réélu tirera profit de ces réalisations. Nous allons :

- aider à augmenter les niveaux d'éducation et d'emploi dans le Nord en **améliorant l'éducation aux adultes dans les territoires** ; et

- augmenter les débouchés économiques dans les communautés de Premières nations en **améliorant le soutien à la gestion des terres des Premières nations**, permettant à ces dernières de promouvoir le développement de leurs terres et de leurs ressources. ³¹

Nous allons également construire une infrastructure majeure, requise depuis longtemps dans les Territoires du Nord-Ouest – en partenariat avec le gouvernement territorial et le secteur privé, nous allons construire **une route toutes saisons reliant Inuvik et Tuktoyaktuk**.

Cette initiative renforcera les économies locales et régionales. Elle permettra également d'affirmer la souveraineté du Canada dans l'Arctique.

En plus de ces objectifs importants, en **prolongeant l'autoroute Dempster jusqu'à l'océan Arctique**, nous allons donner suite à l'un des héritages de la vision du Premier ministre Diefenbaker pour le Nord – et nous allons finaliser le réseau d'autoroutes national, **reliant le Canada d'un océan à l'autre**. ³²

CÉLÉBRER NOTRE VICTOIRE À LA GUERRE DE 1812 ET D'AUTRES JALONS NATIONAUX

2012 marquera le bicentenaire d'un événement crucial de notre histoire.

Lors de la Guerre de 1812, des régiments professionnels, des peuples autochtones et des milices locales volontaires, franco-phones et anglophones, ont sauvé le Canada de l'invasion américaine et confirmé notre destinée en tant que pays distinct des États-Unis.

Nous allons commémorer **La Guerre de 1812 : La lutte pour le Canada**. Nous allons :

- désigner octobre 2012 comme un **mois de commémoration des héros et des batailles clés** de la Guerre ;
- parrainer des centaines **d'événements et de reconstitutions historiques** partout au pays ;
- reconnaître la **contribution des Premières nations** à la victoire du Canada ;
- reconnaître et honorer les régiments canadiens, qui **perpétuent l'identité des milices de la Guerre de 1812** ;
- investir dans la **restauration de monuments et de sites historiques** relatifs à la Guerre ;
- assurer **l'inhumation appropriée** des restes de ceux qui sont tombés à la bataille de Stoney Creek ; et
- créer un nouveau **monument national de la Guerre de 1812** dans la région de la capitale nationale.

Nous allons également célébrer d'autres **jalons de la vie et de l'histoire de notre pays** :

- l'année prochaine, nous allons célébrer le **Jubilé de diamant** de Sa Majesté, six décennies comme Reine du Canada ;

³¹**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à aider les Canadiens du Nord et autochtones** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

³²**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à aider l'économie nordique** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

- en 2014, nous allons célébrer le 150e anniversaire de la **Conférence de Charlottetown**, un moment crucial pour la Confédération ;
- en 2015, nous allons souligner le bicentenaire de la naissance de **Sir John A. Macdonald** ; et
- en 2017, nous allons offrir aux Canadiens les plus grandes célébrations de l'histoire de notre pays – le **150^e anniversaire de la Confédération**.

MONUMENT COMMÉMORATIF NATIONAL SUR L'HOLOCAUSTE

L'Holocauste fut l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de l'humanité. Nous devons assurer qu'il ne sera pas oublié, dans l'espoir qu'il ne se répétera jamais. Le souvenir de l'Holocauste est aussi une occasion d'apprécier les percées historiques en matière de droits de la personne qui ont suivi cette horreur.

Le Canada est le seul parmi nos alliés à ne pas avoir de monument commémoratif national sur l'Holocauste. Nous allons édifier un monument commémoratif national sur l'Holocauste dans la région de la capitale nationale pour **assurer que les victimes et les leçons de l'Holocauste ne soient jamais oubliées**.

MONUMENT COMMÉMORATIF SUR LES VICTIMES DU COMMUNISME

Pendant la majeure partie du 20e siècle, de nombreux pays ont souffert sous les dictatures meurtrières inspirées par le communisme. Le Canada fut un havre de liberté pour des dizaines de milliers de gens fuyant des régimes communistes.

Le gouvernement de Stephen Harper a agi pour reconnaître ces faits de l'histoire :

- en 2009, notre gouvernement a célébré le 20e anniversaire de la chute du Mur de Berlin, le point culminant de 40 ans de politiques étrangères défendues en partenariat avec nos alliés de l'OTAN ;
- en 2007, sous le leadership du Premier ministre Stephen Harper, le Canada a fièrement coparrainé la motion sur l'Ukraine à l'UNESCO, honorant les millions de personnes qui ont péri lors de l'Holodomor et reconnaissant que leur mort a été causée par le régime soviétique de Joseph Staline ; et
- en 2008, nous avons soutenu le projet de loi du député conservateur James Bezan sur le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens et reconnaissant la famine de 1932-1933 comme un génocide.

Comme le précisait le Discours du Trône de 2010, nous allons continuer à **soutenir l'érection du monument commémoratif sur les victimes du communisme**.

Ce monument se trouvera dans la région de la capitale nationale et rappellera que tous les régimes politiques ne sont pas identiques, et que notre démocratie et nos libertés doivent être chéries, exercées et protégées.

DÉFENDRE LA LIBERTÉ DE RELIGION

Partout dans le monde, des minorités religieuses vulnérables sont sujettes à la persécution, à la violence et à la répression.

Le Canada a une fière tradition de défense des droits de la personne fondamentaux comme la liberté de religion et de conscience, et notre gouvernement reconnaît que le respect du pluralisme religieux est inextricablement lié au développement de la démocratie.

Cependant, nous pouvons et devrions faire plus pour répondre aux besoins de ceux qui souffrent simplement en raison de leur religion. Nous allons :

- **créer un bureau spécial sur la liberté de religion au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international** pour surveiller la liberté de religion dans le monde entier, promouvoir la liberté de religion comme un objectif clé de la politique étrangère du Canada, et promouvoir des politiques et des programmes qui soutiennent la liberté de religion ;
- continuer à **assurer que le Canada offre une protection aux minorités religieuses vulnérables** par nos généreux programmes d'établissement des réfugiés ; et
- **assurer que l'Agence canadienne de développement international travaille avec des groupes soutenant ces minorités vulnérables.**

CONSERVER ET PROTÉGER NOTRE ENVIRONNEMENT

Le gouvernement de Stephen Harper s'engage envers la conservation du magnifique patrimoine naturel du Canada.

En collaboration avec les provinces et les territoires, les peuples autochtones, la société civile et des propriétaires fonciers privés, nous avons augmenté la taille de nos aires marines protégées et créé huit nouvelles aires protégées fédérales, et agrandi de six fois la réserve de parc national Nahanni – la plus importante initiative de conservation en une génération.

Ces quatre dernières années seulement, nous avons pris des mesures qui augmenteront la superficie des terres et des eaux administrées par Parcs Canada de plus de 133 000 kilomètres carrés – une hausse de 48 pour cent, ou une zone protégée additionnelle d'une superficie équivalente à celle d'un pays comme la Grèce. ³³

Nous avons aussi agi sur divers fronts pour protéger notre environnement, reconnaissant qu'un environnement sain et une économie forte vont de pair. Nous avons :

- adopté une mesure législative pour renforcer le contrôle de nos eaux nordiques, pour prévenir la pollution des fragiles écosystèmes de l'Arctique ;
- investi dans le nettoyage du lac Winnipeg, du lac Simcoe, des Grands Lacs, de la rivière Niagara et du fleuve Saint-Laurent ;

³³ AGRANDIR LA RÉSERVE DE PARC NATIONAL NAHANNI

En étroite collaboration avec les Premières nations Dehcho, le gouvernement de Stephen Harper a agrandi de six fois la taille de la réserve de parc national Nahanni – la plus grande réalisation de conservation en une génération, réalisant le rêve de protéger l'écosystème du Dehcho.

L'expansion protège 30 000 kilomètres carrés additionnels (une superficie presque aussi grande que l'île de Vancouver), comprenant les plus hautes montagnes et les plus gros glaciers des Territoires du Nord-Ouest et les plus profonds canyons du Canada. De plus, cela protège les caractéristiques géologiques de Nahanni North Karst, qui sont uniques au monde.

- adopté une mesure législative pour nous attaquer aux pollueurs, aux braconniers et aux contrebandiers, prévoyant des amendes plus élevées et un pouvoir d'application accru ;
- adopté une réglementation pour augmenter le contenu de carburants renouvelables dans l'essence et pour réduire les émissions d'échappement, et présenté une réglementation pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la production d'électricité ;
- fait des investissements substantiels dans la recherche et le développement sur l'énergie, notamment le captage et le stockage du carbone ;
- établi un Dialogue sur l'énergie propre entre le Canada et les États-Unis, pour améliorer la collaboration sur la réduction des gaz à effet de serre et la lutte aux changements climatiques ;
- aligné nos objectifs sur les changements climatiques sur ceux de l'administration Obama – nous visons une réduction de 17 pour cent des émissions nationales de gaz à effet de serre comparativement aux taux de 2005 d'ici 2020
- défendu avec succès les principes sous-jacents de l'Accord de Copenhague qui, pour la toute première fois, a rallié tous les principaux émetteurs à une même entente, une étape essentielle pour donner suite aux changements climatiques ; et
- tenu notre engagement pris au titre de l'Accord de Copenhague d'aider les pays en voie de développement à s'adapter aux changements climatiques et à lutter contre ceux-ci.

Nous allons tirer profit de ces réalisations majeures visant à protéger notre environnement. Nous allons chercher à conclure une entente avec des intervenants provinciaux, régionaux, municipaux, autochtones et communautaires pour créer un **Plan de conservation national**, afin de :

- faciliter la création de nouvelles aires protégées, de parcs nationaux et d'aires marines de conservation ;
- rendre les terres entre les aires protégées plus accessibles à la faune, et intensifier l'utilisation de technologies numériques et multimédias pour aider à relier les Canadiens à la nature ; et

- consolider nos efforts pour restaurer des écosystèmes abîmés et réintroduire des espèces.

Nous allons **investir dans la création du parc national Mealy Mountains**, à Terre-Neuve-et-Labrador.³⁴

Nous allons aussi **prendre des mesures pour créer un nouveau parc national dans la vallée de la Rouge**, dans l'est de la région du Grand Toronto.

Dans le cadre de la création de ce nouveau parc national, nous allons chercher à conclure une entente avec des intervenants provinciaux, régionaux, municipaux, autochtones et communautaires. Nous allons aussi assurer que les droits et les intérêts des agriculteurs de la région sont pleinement protégés. Et nous allons assurer que les communautés de la région puissent répondre à leurs besoins en matière d'infrastructure.

Le gouvernement de Stephen Harper va continuer à agir sur les changements climatiques. Contrairement au gouvernement libéral précédent – qui a signé de grandioses accords internationaux, mais qui n'a rien fait par la suite – notre gouvernement a un plan sur les changements climatiques, et il fonctionne.

Dans le cadre de nos efforts continus, nous allons faire **de nouveaux investissements pour améliorer la qualité de l'air et réduire les émissions de gaz à effet de serre** – notamment par la prolongation du programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons.

Nous allons également offrir **un soutien additionnel à la recherche et au développement sur l'énergie propre et l'efficacité énergétique**.³⁵

SOUTENIR L'ÉNERGIE PROPRE

Le gouvernement de Stephen Harper va continuer à soutenir des initiatives sur l'énergie propre, afin de protéger notre environnement et d'améliorer la qualité de l'air que nous respirons.

Nous allons soutenir des projets sur l'énergie propre économiquement viables qui aideront les régions et les provinces à remplacer les combustibles fossiles par des sources de carburants renouvelables. Pour qu'un projet soit soutenu, il devra :

- avoir une importance nationale ou régionale ;
- avoir un mérite économique et financier ; et
- réduire considérablement les émissions de gaz à effet de serre.

Par exemple, **nous allons soutenir le projet hydroélectrique de Bas Churchill par une garantie de prêt ou un soutien financier équivalent.**

Le projet permettrait d'améliorer la connexion de l'île de Terre-Neuve au réseau continental – et serait une initiative environnementale régionale majeure.

On estime que le projet permettrait de réduire les émissions de carbone de 4,5 millions de tonnes par année – l'équivalent de supprimer 3,2 millions de voitures des routes, chaque année.

En plus des critères susmentionnés, **notre soutien aux projets**

³⁴**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à la création de ce nouveau parc national** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

³⁵**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois **s'est opposée à cette mesure visant à supporter l'énergie propre** quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

d'énergie propre reposera sur les principes du respect et du traitement équitable de toutes les régions du pays.

SOUTENIR LA CULTURE ET LES ARTS

La culture et les arts apportent 46 milliards de dollars à l'économie canadienne, et soutiennent plus de 630 000 emplois.

En plus de cela, ils enrichissent nos vies en tant qu'individus, en tant que communautés et en tant que pays. Ils expriment la diversité canadienne et renforcent notre identité.

Le gouvernement de Stephen Harper offre un soutien solide à la culture et aux arts. Nous avons entre autres :

- créé deux nouveaux musées nationaux, le Musée canadien de l'immigration au Quai 21, à Halifax, et le Musée canadien des droits de la personne à Winnipeg ;
- augmenté le soutien au Conseil des Arts du Canada de 20 pour cent, le financement le plus élevé de l'histoire ;
- créé le Fonds des médias du Canada pour soutenir le contenu canadien à la télévision, dans les films et sous format numérique ;
- offert un financement stable et record au Fonds du livre du Canada, au Fonds de la musique du Canada, et au Fonds du Canada pour les périodiques ;
- investi dans l'infrastructure culturelle partout au pays, notamment le *Royal BC Museum*, à Victoria, le Quartier des spectacles, où a lieu le Festival de jazz de Montréal, et le Centre des arts de la Confédération, à Charlottetown ; et
- offert un soutien considérable aux communautés de langue officielle avec notre Feuille de route pour la dualité linguistique – en reconnaissance de son soutien aux langues officielles, le Premier ministre Stephen Harper a reçu le prix international le plus prestigieux de la Francophonie.

Nous allons tirer profit de ces mesures en soutenant le **Conservatoire royal de musique** par le lancement d'un système d'examen national, en partenariat avec le Carnegie Hall.

Nous allons également **offrir un soutien continu au Fonds du Canada pour les périodiques** afin de soutenir la distribution de publications aux Canadiens, tout en offrant un financement stable et à long terme. ³⁶

SOUTENIR LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT ET LA SANTÉ DES MÈRES, DES ENFANTS ET DES NOUVEAU-NÉS

Sous le leadership du Premier ministre Stephen Harper, le Canada a gagné le soutien des autres pays du G8 en donnant suite à deux des engagements les plus importants des Objectifs du Millénaire pour le développement – pour améliorer la santé maternelle et infantile dans les pays les plus pauvres.

Dans le cadre de l'initiative sur la santé maternelle et infantile prise

³⁶ LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir la culture et les arts quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

à Muskoka, le Canada, ses partenaires du G8 et des organisations caritatives de premier plan offrent des ressources sans précédent afin de sauver la vie d'innombrables femmes et enfants.

En reconnaissance du leadership du Canada, le Premier ministre Harper a été nommé coprésident de la Commission de l'ONU chargée d'assurer la responsabilisation et l'obtention de résultats face à ce défi des plus urgents.

En plus de ces percées historiques, nous avons :

- tenu l'engagement du Canada à doubler l'aide internationale par rapport aux taux de 2001-2002 ;
- doublé notre aide à l'Afrique par rapport aux taux de 2003-2004, faisant du Canada le premier pays du G8 à tenir cette promesse ;
- amélioré l'allocation, l'efficacité et la responsabilisation de l'aide étrangère du Canada, et « délié » le financement pour le rendre plus efficace ;
- radié plus de 1 milliard de dollars des dettes des pays les plus pauvres ;
- offert une aide immédiate et considérable à Haïti après le séisme dévastateur ; et
- offert une aide humanitaire et au développement substantielle à l'Afghanistan, et établi un rôle post-combat pour le Canada à compter de cette année.

Nous allons continuer à **rallier les leaders mondiaux pour qu'ils donnent suite aux engagements visant à améliorer la santé des femmes et des enfants dans les pays en voie de développement.**

Nous allons également **nous concentrer sur nos efforts post-combat en Afghanistan**, investissant dans l'éducation et la santé des enfants et des jeunes, défendant la sécurité, la primauté du droit et les droits de la personne, encourageant la diplomatie régionale, et offrant une aide humanitaire.



**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**

**ICI POUR
LES CANADIENS
RESPECTUEUX DES LOIS**

ICI POUR LES CANADIENS RESPECTUEUX DES LOIS

NOTRE BUT

Les Canadiens respectueux des lois veulent vivre dans un pays où ils n'ont pas à s'inquiéter quand ils vont se coucher le soir ; où ils n'ont pas à regarder par-dessus leur épaule quand ils marchent dans la rue ; où ils peuvent s'attendre à trouver leur voiture là où ils l'ont garée.

Ils veulent savoir que leurs **rues sont sécuritaires**, et que leurs **enfants sont protégés** contre les prédateurs.

Les Canadiens reconnaissent que le système de justice ne devrait pas faire passer les droits des criminels avant les **droits des victimes et des honnêtes citoyens**. Ils estiment qu'une victime est une victime de trop.

Ils croient au **soutien à la réadaptation des contrevenants**, mais aussi que **la peine doit tenir compte de la gravité du crime**.

Depuis son entrée en fonctions en 2006, le gouvernement de Stephen Harper fait de la **lutte contre le crime** l'une de ses priorités premières. La Coalition dirigée par Ignatieff – fidèle à son idéologie de laxisme face au crime – bloque nos efforts.

Cependant, le gouvernement de Stephen Harper partage le bon sens des Canadiens respectueux des lois, et va poursuivre la mise en œuvre de son ordre du jour sur la loi et l'ordre.

NOTRE BILAN

Malgré l'obstruction de la Coalition dirigée par Ignatieff, le gouvernement de Stephen Harper a réussi à faire adopter un certain nombre d'importantes mesures pour **protéger les vulnérables** et pour **tenir les criminels responsables**. Nous avons :

- rendu les sentences et le cautionnement plus sévères en cas de crime armé grave ;
- renforcé les peines et la surveillance des contrevenants dangereux posant un risque élevé ;
- assuré que les meurtriers liés au crime organisé seront automatiquement considérés comme des meurtriers au premier degré, et imposé des peines d'emprisonnement exécutoires pour les fusillades au volant et imprudentes ;
- mis un terme à la réduction des peines en cas de meurtres multiples ;
- aboli la clause de la dernière chance qui permettait la libération anticipée des meurtriers ;
- sévi face aux courses de rues et à la conduite avec facultés affaiblies ;
- augmenté l'âge du consentement à 16 ans pour mieux protéger les jeunes de 14 et 15 ans contre les prédateurs sexuels ;
- renforcé le Registre national des délinquants sexuels et la Banque nationale de données génétiques pour mieux protéger

nos enfants et nos communautés contre les prédateurs sexuels ;

- renforcé les mesures visant à protéger les enfants contre l'exploitation sexuelle en ligne ;
- limité l'octroi de pardons afin de mieux refléter la gravité des crimes commis, en particulier les agressions sexuelles contre des enfants ;
- éliminé le versement des prestations de Sécurité de la vieillesse aux détenus ;
- mis un terme à la pratique consistant à accorder un crédit de 2 pour 1 pour le temps passé en détention avant le procès ;
- mis un terme à la pratique consistant à accorder une libération anticipée aux criminels en col blanc et aux autres contrevenants non violents ;
- imposition de peines plus sévères en cas de fraude pour faciliter la lutte contre le crime en col blanc ;
- adoption d'une loi pour s'attaquer aux consultants en immigration malhonnêtes qui exploitent des immigrants potentiels et minent l'intégrité de notre système d'immigration ;
- sévi face au vol de voitures et au trafic de biens volés ; et
- donné aux policiers et aux tribunaux de nouveaux outils pour lutter contre le vol d'identité afin d'aider à prévenir la fraude.

En plus de ces mesures législatives, nous avons :

- créé le poste d'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels pour fournir de l'information sur les droits des victimes et les services aux victimes, recevoir les plaintes, et améliorer la sensibilisation aux préoccupations des victimes chez les décideurs politiques et au sein du système de justice ;
- élaboré la Stratégie nationale antidrogue pour empêcher la consommation de drogues illicites et soutenir l'accès à un traitement aux toxicomanes ;
- créé le Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes, soutenant les programmes communautaires efficaces visant à aider les jeunes à risque à se tenir loin des gangs et des activités criminelles ; et
- investi dans l'embauche de 1 000 nouveaux membres de la GRC et créé un Fonds de recrutement d'agents de police pour soutenir le recrutement de 2 500 agents de police, partout au Canada.

NOTRE PLAN

Mais il reste à faire, et nous allons aller de l'avant avec notre ordre du jour sur la loi et l'ordre.

Voici ce que fera un gouvernement conservateur réélu pour **renforcer nos systèmes de justice et correctionnel**, et pour **aider les Canadiens à se sentir en sécurité chez eux et dans leur communauté** :

SOUTENIR LES VICTIMES DE CRIME

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures concrètes pour soutenir les victimes de crime. Nous pensons que le système de justice ne doit pas faire passer les droits des criminels avant les droits des victimes.

Nous avons créé le poste d'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels pour fournir de l'information sur les droits des victimes et les services aux victimes, recevoir les plaintes, et améliorer la sensibilisation aux préoccupations des victimes chez les décideurs politiques et au sein du système de justice.

De plus, nous traitons les droits des victimes en priorité dans nos réformes du système de justice. Nous avons entre autres :

- mis un terme à la réduction des peines en cas de meurtres multiples, parce que chaque victime compte, et parce que leurs familles ne devraient pas avoir l'impression que la vie d'un être cher ne compte pas ;
- établi des peines plus sévères en cas de fraude et mis un terme à la libération anticipée des fraudeurs et des autres contrevenants non violents, afin de mieux refléter les effets dévastateurs du crime en col blanc sur les gens et les communautés ;
- limité l'octroi de pardons afin de mieux refléter la gravité des crimes commis, en particulier les agressions sexuelles contre des enfants ; et
- aboli la clause de la dernière chance pour les meurtriers, pour éviter aux familles des victimes la douleur de revivre leur perte à chaque audience sur l'admissibilité à la libération conditionnelle.

Mais il reste à faire pour demander des comptes aux criminels et pour défendre les droits des victimes de crime.

Selon le Code criminel actuel, les tribunaux sont censés imposer une suramende compensatoire aux criminels reconnus coupables – une amende pour aider à financer les services de soutien aux victimes dans chaque province.

Cependant, dans la plupart des cas, cette amende n'est pas imposée. Les criminels s'en tirent à bon compte et les services de soutien aux victimes ne sont pas bien financés.

Nous allons **modifier le Code criminel afin de doubler la suramende compensatoire et de la rendre obligatoire, sans exception**.

Nous allons également prendre des mesures pour soutenir les parents d'enfants assassinés ou disparus, et les parents d'enfants gravement malades.

Personne ne peut mieux imaginer ou comprendre ces souffrances qu'un parent qui a vécu une telle épreuve. Mais nous savons que nous avons le devoir de les soutenir.

À cette fin, nous allons offrir des prestations d'AE améliorées aux parents d'enfants assassinés ou disparus, et aux parents d'enfants gravement malades. Cette mesure sera financée par les recettes générales, pas par les cotisations à l'AE.

En reconnaissance du fait que la perte ou la maladie grave d'un enfant est l'une des pires expériences qu'un parent puisse vivre, ces prestations aideront les parents pendant la période la plus difficile de leur vie.

DES PRISONS SANS DROGUE

La consommation de drogue chez les détenus réduit considérablement leurs chances de réadaptation. La lutte contre la consommation et le trafic de drogue dans les prisons fédérales améliorerait considérablement le succès de la réadaptation, et aiderait à rendre le système plus sécuritaire pour les gardiens et les détenus.

Nous allons assurer que :

- tous les détenus fédéraux subissent **un test de dépistage au moins une fois par an** ;
- les détenus qui possèdent des substances illicites font l'objet **d'accusations additionnelles appropriées** ; et
- **les candidats à la libération conditionnelle qui échouent à un test de dépistage ne sont pas libérés.**

LUTTER CONTRE LA TRAITE DE PERSONNES

La traite de personnes est l'un des pires crimes haineux imaginables.

Cette version moderne de l'esclavage est une industrie mondiale de milliards de dollars en pleine expansion. On estime qu'environ deux millions de personnes sont vendues et achetées dans le monde chaque année. Les victimes, le plus souvent des femmes et des enfants vulnérables, sont principalement utilisées pour le commerce sexuel.

On estime que de 12 000 à 15 000 personnes au Canada sont victimes de la traite de personnes.

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures pour lutter contre ce problème. Nous avons entre autres :

- soutenu le projet de loi de la députée conservatrice Joy Smith, prévoyant des peines d'emprisonnement exécutoires en cas de traite d'enfants ; et
- augmenté l'âge du consentement à 16 ans pour mieux protéger les jeunes de 14 et 15 ans contre les prédateurs sexuels.

Nous passons maintenant aux étapes suivantes. Nous allons :

- élaborer et exécuter un **Plan d'action national pour combattre la traite de personnes** ;
- soutenir les organisations offrant une **aide aux victimes** ; et

- **aider à assurer que les immigrantes âgées de 15 à 21 ans qui entrent seules au Canada ne sont pas sujettes à un travail illégal ou non sécuritaire** – dans le cas des personnes à haut risque, nous allons, pendant les six premiers mois de leur séjour, assurer un contact régulier avec l'Agence des services frontaliers du Canada.

Nous allons également présenter de nouveau une **mesure législative visant à protéger les travailleurs étrangers vulnérables** – par exemple, les femmes qui entrent au Canada pour travailler comme danseuses exotiques.

Cette mesure législative donnera aux agents de l'immigration un pouvoir accru de refuser l'octroi de permis de travail aux personnes envoyées au Canada pour travailler dans des conditions humiliantes ou dégradantes, notamment les victimes potentielles de la traite de personnes.

METTRE UN TERME À LA RÉDUCTION DES PEINES POUR LA PORNOGRAPHIE JUVÉNILE ET LES INFRACTIONS SEXUELLES MULTIPLES

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures pour faire de la protection de la société un principe fondamental des systèmes de justice et correctionnel. De plus, nous travaillons fort pour défendre les droits des victimes de crime.

Par exemple, nous avons adopté une mesure législative visant à mettre un terme à la pratique consistant à imposer des périodes concurrentes d'inadmissibilité à la libération conditionnelle – la réduction des peines – en cas de meurtres multiples. Chaque victime compte, et il ne faut pas que le système traite les victimes et leurs familles comme si elles ne comptaient pas. Nous devons également prendre des mesures pour garder les dangereux criminels derrière les barreaux, là où est leur place.

Nous allons élargir la portée de ce principe par une **mesure législative visant à mettre un terme à la réduction des peines en cas d'agressions sexuelles multiples contre des enfants et de pornographie juvénile**, ce qui comprend la fabrication, la possession et l'utilisation de pornographie juvénile.

Nous allons assurer que la société est mieux protégée contre ces criminels, et que les peines reflètent mieux l'effet dévastateur de ces crimes haineux sur la vie des enfants et de leurs familles.

LUTTER CONTRE LA VIOLENCE FAITE AUX ÂÎNÉS

Les Canadiens reconnaissent que la priorité première du système de justice devrait être la protection de la société – en particulier ses membres les plus vulnérables.

Et les Canadiens reconnaissent que nous devons tout mettre en œuvre pour protéger et honorer ceux qui ont bâti notre grand pays. Les Canadiens âgés méritent notre gratitude pour une vie de travail assidu au service de nos familles, de nos communautés et de notre pays.

Malheureusement, il arrive trop souvent qu'ils soient victimes de crime, notamment la fraude, la négligence et la violence, qui leur volent leur dignité et leur tranquillité d'esprit à un moment de leur vie où ils méritent une attention particulière et du respect.

Le gouvernement de Stephen Harper a déjà pris des mesures pour défendre les Canadiens âgés qui sont victimes de fraude, dans le cadre des efforts déployés pour nous attaquer au crime en col blanc. Mais il reste à faire.

Dans le but d'aider à protéger les Canadiens âgés et d'assurer que ces crimes sont punis de façon appropriée, nous allons **modifier le Code criminel pour y ajouter la vulnérabilité due à l'âge comme facteur aggravant au moment de l'imposition des peines.**

RENFORCER LES LOIS SUR LA LÉGITIME DÉFENSE, LA DÉFENSE DES BIENS ET LES ARRESTATIONS PAR LES CITOYENS

Les Canadiens ont le droit de se défendre et de défendre leurs biens. Ils peuvent également procéder à une arrestation au besoin.

Les Canadiens reconnaissent que la police est notre première ligne de défense contre le crime, et que le phénomène du justicier n'a pas sa place dans notre société.

Cependant, la police ne peut pas être partout à la fois. Depuis quelques années, la justice penche trop souvent en faveur des droits des criminels, au détriment des honnêtes citoyens.

Le cas du commerçant de Toronto David Chen illustre très bien cette situation : quand un Canadien qui travaille fort peut être accusé et poursuivi en justice parce qu'il a arrêté un criminel qui ne cessait de le dévaliser, le moment est venu de passer à l'action.

Un gouvernement conservateur réélu présentera de nouveau la **Loi sur l'arrestation par un citoyen et sur la légitime défense – une mesure législative visant à clarifier les dispositions du Code criminel sur la légitime défense et la défense des biens, et à élargir les circonstances dans lesquelles les Canadiens peuvent procéder à une arrestation.**

CONTRER LA CONTREBANDE DE TABAC

La contrebande de tabac est devenue une industrie massive du marché noir qui entraîne d'énormes pertes de revenus.

Fait plus important, comme les produits du tabac sont moins chers – et donc plus accessibles – cela incite les enfants et les adolescents à fumer. De plus, la promotion du tabagisme entraîne une hausse des coûts pour le système de santé et plus de maladies et de décès liés au tabagisme.

Pour aider à réduire le problème de la contrebande de tabac, nous allons établir des **peines de prison exécutoires pour les récidivistes.**

Nous allons également créer une **Force anticontrebande formée de 50 agents de la GRC.**

PRÉSENTATION DE LA MESURE LÉGISLATIVE SUR LA LOI ET L'ORDRE

Avant ces élections inutiles, notre gouvernement tentait de faire adopter d'autres mesures législatives pour protéger la société et tenir les criminels responsables, par exemple :

- s'attaquer au crime organisé lié aux drogues ;
- mettre un terme à l'assignation à domicile des criminels graves et violents ;
- mettre un terme à l'assignation à domicile en cas de lésions corporelles graves comme les agressions sexuelles ;
- éliminer le pardon pour les criminels graves ;
- établir des peines plus sévères et des peines de prison exécutoires pour les agressions sexuelles contre des enfants ;
- renforcer le traitement des jeunes contrevenants violents et récidivistes (la Loi de Sébastien) ;
- donner aux forces de l'ordre et aux organismes responsables de la sécurité nationale des outils de pointe pour lutter contre le crime, en cette ère de télécommunications de haute technologie ;
- traiter la sécurité publique en priorité au moment de l'examen des demandes de transfert de détenus au Canada ;
- donner à la police et aux tribunaux les outils dont ils ont besoin pour faire enquête et prévenir les actes de terrorisme ;
- permettre aux victimes d'actes de terrorisme de poursuivre les auteurs et les partisans du terrorisme devant les tribunaux canadiens ; et
- rationaliser les procès longs et complexes pour assurer que justice est faite rapidement

Nous croyons que les systèmes de justice et correctionnel doivent traiter les victimes et la sécurité publique en priorité – et les Canadiens sont d'accord. Cependant, la Coalition dirigée par Ignatieff bloque nos réformes au nom d'une idéologie déconnectée de la réalité qui excuse les criminels.

Ça suffit. **Un gouvernement majoritaire dirigé par Stephen Harper regroupera ces projets de loi et les adoptera dans les cent premiers jours de la session parlementaire.**



**ICI POUR
LES COMMUNAUTÉS
ET LES INDUSTRIES**

ICI POUR LES COMMUNAUTÉS ET LES INDUSTRIES

NOTRE BUT

Le gouvernement de Stephen Harper partage la fierté de tous les Canadiens, qui vivent dans le meilleur pays du monde. Nous nous engageons à bâtir un avenir d'espoir et de possibilités pour nos enfants et petits-enfants, partout au pays. Nous voulons :

- promouvoir une bonne qualité de vie dans toutes les régions – villes, villages et communautés rurales ;
- aider les régions à relever leurs défis et à réaliser leurs aspirations ;
- respecter et préserver la culture et les valeurs du Canada rural ; et
- aider à assurer la réussite des industries traditionnelles.

NOTRE BILAN

Le gouvernement de Stephen Harper a agi sur les priorités des communautés urbaines. Nous avons :

- collaboré avec les provinces et les municipalités pour faire des investissements historiques dans l'infrastructure locale, notamment des autoroutes, des routes, des ponts, des installations de traitement de l'eau potable et des eaux usées, le logement, des installations collégiales et universitaires, des réseaux de transport en commun, et l'énergie verte ;
- doublé le Fonds de la taxe sur l'essence pour le rendre permanent, afin d'assurer un revenu prévisible aux municipalités pour planifier et financer des améliorations à l'infrastructure essentielle ;
- offert un financement spécial, par l'intermédiaire du volet Communautés du Fonds Chantiers Canada, pour aider à répondre aux besoins uniques des petites municipalités ;
- créé le Crédit d'impôt pour le transport en commun, pour encourager les utilisateurs du transport en commun et aider à protéger notre environnement ;
- lutté contre les armes, les gangs et les drogues ;
- créé le Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes, offrant un soutien aux programmes communautaires visant à aider les jeunes à risque à ne pas tomber dans les gangs et les activités criminelles ; et
- soutenu le recrutement de 2 500 agents de police, partout au Canada.

Nous **défendons les régions** et avons **pris des mesures face aux préoccupations des Canadiens des régions rurales**. Nous avons :

- lutté contre le registre des armes d'épaule, inutile et coûteux, et pris de nouvelles mesures pour empêcher de criminaliser les honnêtes agriculteurs, chasseurs et sportifs ;
- offert un solide soutien à tous les organismes de développement régional, et créé deux nouveaux organismes pour soutenir le développement économique du Sud de l'Ontario et du Nord canadien ;
- fait des investissements considérables pour moderniser l'infrastructure rurale – dont des routes, des ponts, des ports, des installations de traitement des eaux et des institutions post-secondaires ;
- soutenu la création d'emplois et la diversification économique dans des communautés dont les industries locales sont confrontées à des défis de transition ;
- augmenté les investissements dans l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, offrant une aide pour l'acquisition de compétences et la recherche d'emplois dans les communautés où le taux de chômage est élevé et/ou qui dépendent d'une seule industrie ;
- offert un accès à large bande à 200 000 foyers additionnels dans des régions rurales et éloignées ; et
- investi dans des améliorations aux services de traversiers au Canada atlantique, aux Îles de la Madeleine et en Colombie-Britannique.

Le gouvernement de Stephen Harper offre un **soutien solide pour protéger, soutenir et promouvoir les industries traditionnelles du Canada**. Nous avons :

- réussi à rouvrir et élargir les marchés émergents au bœuf canadien, notamment en Chine, à Hong Kong, en Russie et en Colombie ;
- réussi à rouvrir et à élargir les marchés du porc canadien partout dans le monde, notamment en Chine et en Russie ;
- maintenu les exportations de canola vers la Chine ;
- défendu les chasseurs de phoque et les communautés qui dépendent de cette activité, et ouvert un nouveau marché pour les produits du phoque en Chine ;
- offert un crédit pour aider les jeunes agriculteurs à démarrer leur entreprise et assurer que la ferme familiale peut être transmise de génération en génération ;
- renforcé les programmes de gestion des risques pour les agriculteurs, et augmenté le soutien aux innovations, au développement de marchés et à la compétitivité ;

- négocié avec succès le rétablissement de l'accès au marché américain du bois d'œuvre, notamment par le versement de plus de 5 milliards de dollars en droits aux producteurs canadiens ;
- investi dans la lutte contre l'infestation de dendroctone du pin en Colombie-Britannique ;
- offert 170 millions de dollars pour soutenir la diversification et l'innovation dans la foresterie, et créé le Programme d'écologisation des pâtes et papiers, d'une valeur de 1 milliard de dollars ;
- offert des services financiers de 44 milliards de dollars aux compagnies forestières par l'intermédiaire d'Exportation et Développement Canada, pour améliorer leur compétitivité à long terme, et offert plus de 420 millions de dollars en prêts aux entreprises forestières ;
- rétabli et amélioré le Crédit d'impôt pour l'exploration minière, et rationalisé les examens réglementaires des nouveaux projets miniers et énergétiques pour aider à créer des emplois dans l'industrie minière ;
- aidé les Canadiens de l'industrie des pêches à transmettre leur propriété à leurs enfants en leur offrant la même exonération cumulative des gains en capital qu'aux agriculteurs et aux propriétaires de petites entreprises ;
- encouragé la durabilité de la pêche commerciale et des petites communautés côtières par des investissements dans les ports pour petits bateaux et des initiatives réglementaires pour soutenir le secteur de l'aquaculture ; et
- soutenu le tourisme rural par des agrandissements historiques de nos parcs nationaux et des aires marines de conservation, et des investissements substantiels pour améliorer les installations des parcs nationaux et sites historiques du Canada.

NOTRE PLAN

Voici ce que fera un gouvernement conservateur réélu pour **soutenir les régions et les industries canadiennes, en fonction de leurs besoins et priorités uniques.**

VILLES, VILLAGES ET RÉGIONS

FINANCEMENT PERMANENT DE L'INFRASTRUCTURE MUNICIPALE

Le gouvernement de Stephen Harper soutient les municipalités, les aidant à améliorer la qualité de vie des Canadiens et à assurer leur croissance économique à long terme. Nous avons :

- collaboré avec les autres paliers de gouvernement pour faire des investissements historiques dans l'infrastructure locale – notamment des autoroutes, des routes, des ponts, des installations de traitement de l'eau potable et des eaux usées, le logement, des installations collégiales et universitaires, le transport en commun et l'énergie verte ;
- offert un financement spécial pour répondre aux besoins uniques des petites municipalités ; et
- créé le Crédit d'impôt pour le transport en commun pour encourager l'utilisation du transport en commun et aider à protéger notre environnement.

En 2008, le gouvernement de Stephen Harper a doublé le Fonds de la taxe sur l'essence pour le rendre permanent – une mesure importante pour les municipalités, leur offrant une source de revenus stable et prévisible pour renouveler les infrastructures locales.

Nous allons adopter une **mesure législative pour confirmer ce financement permanent pour l'infrastructure municipale par l'intermédiaire du Fonds de la taxe sur l'essence.**³⁷

SOUTENIR LES PARTENARIATS ET LE BÉNÉVOLAT COMMUNAUTAIRES

Les meilleures solutions aux défis des communautés se trouvent souvent au palier local. Chaque jour, on constate le pouvoir de l'innovation dans des communautés partout au pays, alors que des citoyens, des entreprises et des organisations caritatives unissent leurs forces pour régler les problèmes locaux.

Le gouvernement de Stephen Harper s'engage à travailler en partenariat avec des organisations caritatives innovatrices et des entreprises privées avant-gardistes afin de soutenir de nouvelles approches pour relever les défis sociaux.

Par exemple, nous soutenons le programme Passeport pour ma réussite afin d'aider à offrir ce programme partout au pays. Il s'agit d'une organisation pratique et bénévole permettant de lutter contre le décrochage et d'aider les jeunes des communautés à faible revenu à faire des études postsecondaires et à recevoir une formation en cours d'emploi.

Nous nous engageons également à promouvoir le travail exceptionnel des bénévoles qui font une différence dans nos régions.

En janvier 2011, le Premier ministre Stephen Harper a créé le Prix du Premier ministre pour le bénévolat, reconnaissant les bénévoles exceptionnels partout au pays et encourageant les autres à suivre leur exemple.

³⁷LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir l'infrastructure municipale quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

Nous allons agir pour offrir un soutien accru aux partenariats et au bénévolat communautaires. Nous allons :

- **créer des obligations sur l'impact social** afin de recueillir des fonds pour les initiatives communautaires prometteuses ;
- **simplifier les accords de financement et réduire la paperasserie** ;
- tester de nouvelles façons de **faire participer le secteur privé et de maximiser l'efficacité du soutien gouvernemental** ; et
- offrir un financement à Bénévoles Canada pour **développer un service d'appariement des bénévoles**.³⁸

AIDER LES JEUNES À RISQUE À ÉVITER LES GANGS ET LES ACTIVITÉS CRIMINELLES

Le gouvernement de Stephen Harper a toujours pris des mesures concrètes pour prévenir le crime et protéger nos communautés contre les armes, les gangs et la drogue.

Entre autres choses, en 2007, nous avons créé le Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes afin de soutenir les programmes communautaires aidant les jeunes faisant partie d'un gang ou risquant de le faire.

Le Fonds soutient diverses initiatives, notamment des possibilités de loisirs, un soutien par les pairs et la famille, le mentorat, et le perfectionnement des compétences. Il aide les jeunes à risque à se concentrer sur l'éducation, l'emploi et un avenir prometteur.

Pour tirer profit des mesures prises sur la prévention du crime, et pour continuer à aider les jeunes à risque à faire les bons choix pour leur avenir, nous allons **renouveler notre soutien au Fonds de lutte contre les activités des gangs de jeunes et le rendre permanent**.³⁹

PLUS DE MÉDECINS ET DE PERSONNEL INFIRMIER DANS LES COMMUNAUTÉS RURALES

Ces dernières années, le nombre de médecins et d'infirmiers a augmenté au Canada. Cependant, les Canadiens dans certaines régions du pays – en particulier les régions rurales et éloignées – constatent toujours une pénurie.

Nous allons aider à attirer du personnel médical et infirmier dans ces communautés en **radiant une partie des prêts étudiants de ceux qui acceptent de travailler dans des régions rurales ou éloignées mal desservies**. Ainsi, nous améliorerons les soins de santé et la qualité de vie des Canadiens vivant dans ces communautés.⁴⁰

Le Québec ne participant pas au Programme canadien de prêts aux étudiants, un gouvernement Harper réélu travaillera en coopération avec le gouvernement du Québec pour mettre en œuvre cette mesure dans le respect de ses compétences.

³⁸**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à renforcer les communautés locales quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

³⁹**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à protéger nos communautés et aider les jeunes à risque quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

⁴⁰**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à renforcer le système de santé dans les communautés rurales quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

DES DÉFIBRILLATEURS DANS TOUTES LES ARÉNAS DU CANADA

Il n'y a rien de mieux qu'un bon match de hockey à l'aréna du coin. C'est un bon moyen de se faire des amis et d'établir des liens communautaires, et cela fait partie d'un mode de vie sain et actif.

Dans le but d'aider à protéger les joueurs, adultes et enfants, de nombreuses communautés et associations de hockey locales ont acheté des défibrillateurs. L'expérience démontre que ces investissements peuvent sauver des vies. En partenariat avec des intervenants concernés, nous allons **assurer que tous les centres de hockey récréatif au Canada possèdent un défibrillateur**, et nous allons **soutenir la formation connexe**.

CRÉDIT D'IMPÔT POUR LES POMPIERS VOLONTAIRES

De nombreux services d'incendie au Canada dépendent de pompiers volontaires. Malheureusement, certains ont dû fermer leurs portes en raison d'une pénurie de bénévoles. En conséquence, certaines en région n'ont plus d'intervenants d'urgence, et ne sont pas protégées en cas d'incendie ou d'autres urgences.

Les pompiers volontaires offrent leur temps, et engagent parfois des dépenses, en plus de mettre leur vie en péril, pour protéger les autres. Ils méritent notre gratitude et notre appui.

Nous allons **reconnaître l'importance de cet important travail, et aider à prévenir la fermeture des services d'incendie volontaires**, en créant un nouveau Crédit d'impôt pour les pompiers volontaires.⁴¹

Cette mesure offrira un crédit d'impôt non remboursable de 3 000 \$ aux pompiers volontaires qui travaillent au moins 200 heures par année.

ABOLIR L'INUTILE REGISTRE DES ARMES D'ÉPAULE

Le gouvernement de Stephen Harper s'est toujours opposé au registre des armes d'épaule de 2 milliards de dollars mis en place par le gouvernement libéral précédent.

Le registre des armes d'épaule est inefficace et coûteux, et il cible injustement les Canadiens respectueux des lois. Il ne fait rien pour réduire le crime ou pour empêcher les criminels de posséder des armes.

Malheureusement, la Coalition dirigée par Ignatieff et formée du NPD et du Bloc Québécois résiste farouchement aux efforts déployés pour abolir le registre des armes d'épaule. Elle s'oppose aux efforts que nous déployons pour lutter contre les criminels armés, tout en voulant imposer de lourdes pénalités aux agriculteurs et aux chasseurs.

Nous allons **abolir le registre des armes d'épaule une bonne fois pour toutes**.

⁴¹LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à protéger les communautés rurales et à soutenir les pompiers volontaires quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

COMITÉ CONSULTATIF SUR LA CHASSE DU MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT

La chasse, la pêche et le trappage jouent un rôle clé dans l'histoire du Canada.

Ils sont un point central du mode de vie et des traditions de nombreux Canadiens, notamment dans les communautés autochtones et nordiques. De plus, ils font partie de nombreuses industries touristiques locales et régionales.

Malheureusement, ces activités récréatives et commerciales légitimes sont parfois menacées par des restrictions injustes pour les économies rurales et les pratiques de conservation.

Les Canadiens reconnaissent que nous devons agir pour protéger les espèces menacées. Cependant, trop souvent, des décisions sont prises sans tenir compte du point de vue des Canadiens directement touchés, qui ont une expertise unique de la conservation de notre patrimoine naturel.

Nous allons former un comité consultatif sur la chasse qui rendra compte au ministre de l'Environnement et qui sera formé de représentants d'associations provinciales et territoriales de chasseurs et de pêcheurs, pour **assurer que les décisions du gouvernement reposent sur des conseils scientifiques et équilibrés.**

RENFORCER LES DROITS DE PROPRIÉTÉ

La Déclaration canadienne des droits, défendue par John Diefenbaker et adoptée par le gouvernement conservateur en 1960, reconnaît les droits de propriété au Canada.

Ces droits ont été négligés lors de la rédaction de la Charte des droits et libertés, n'offrant pas de protection appropriée aux propriétaires fonciers contre les restrictions injustes sur l'utilisation de leurs biens.

Plus précisément, alors que la Loi sur les espèces en péril prévoit une indemnisation pour les restrictions sur l'usage des terres afin de protéger l'habitat des espèces en péril, en pratique, cette indemnisation est rarement accordée.

Nous allons **renforcer les droits des propriétaires fonciers** en examinant la Loi sur les espèces en péril afin d'assurer que quand une indemnisation est due, elle est versée.

AMÉLIORER ET AGRANDIR LES PISTES D'EXCURSION ET DE MOTONEIGE

La motoneige a été inventée au Canada et, depuis, cette activité est devenue très populaire.

Notre gouvernement a soutenu la Coalition nationale sur les sentiers, pour une initiative nationale visant à créer et à améliorer les pistes pour les motoneiges et les véhicules tout terrain. Jusqu'à présent, notre soutien a permis d'améliorer 500 pistes, partout au pays.

Nous allons tirer profit de cette réalisation en offrant un **financement additionnel pour l'amélioration et la création de sentiers.**

DÉPLACER L'ADMINISTRATION CENTRALE DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Les communautés des régions du Québec bénéficient de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec. L'Agence offre une aide aux entreprises et aux organismes sans but lucratif en fonction de leurs besoins et du potentiel unique de chaque région.

Dans le but de mieux soutenir la création d'emplois et les possibilités offertes à tous les Québécois, nous allons **déplacer l'administration centrale de l'Agence dans un ou des centres appropriés pour toutes les régions** de la province.

ACCORD SUR LES RESSOURCES EXTRACÔTIÈRES DU QUÉBEC

Les ressources naturelles sont l'un des principaux atouts du Canada. Pendant toute notre histoire, elles ont été une source cruciale d'emplois et de croissance, dans toutes les régions du pays.

Le gouvernement fédéral collabore avec les gouvernements provinciaux pour exploiter ces ressources de façon responsable et pour offrir de nouvelles possibilités aux Canadiens.

Depuis plus de 12 ans, le gouvernement du Québec veut explorer le gisement pétrolier et gazier de Old Harry, dans le golfe du Saint-Laurent. Notre gouvernement a récemment conclu un accord historique avec le gouvernement du Québec qui établit les conditions qui permettront de développer la région. Le résultat sera une création d'emplois et une croissance économique à long terme dans les régions du Québec.

Nous allons appliquer l'accord sur les ressources extracôtières du Québec en déposant une mesure législative au Parlement.

INDUSTRIES TRADITIONNELLES

ÉLARGIR LES MARCHÉS INTERNATIONAUX POUR LES AGRICULTEURS

Le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire crée environ un emploi sur huit au Canada, et représente plus de 8 pour cent du PIB. Les agriculteurs canadiens produisent les aliments les meilleurs, les plus sains et les plus sécuritaires du monde.

Le gouvernement de Stephen Harper reconnaît l'importance de l'agriculture pour l'économie canadienne, et agit sur les priorités des agriculteurs.

Entre autres choses, nous offrons un solide soutien au Service des délégués commerciaux du secteur agricole et agroalimentaire afin de défendre les intérêts des agriculteurs canadiens dans le cadre des négociations et des conflits commerciaux.

Nous avons également créé le Secrétariat de l'accès aux marchés afin de coordonner les efforts relatifs aux marchés internationaux nouveaux et existants, et d'affronter nos concurrents mondiaux. Le Secrétariat a déjà réussi à assurer les exportations de canola en Chine.

Nous allons **augmenter le soutien au Service des délégués commerciaux du secteur agricole et agroalimentaire et au Secrétariat de l'accès aux marchés**. Ces deux organismes ont fait leurs preuves, et nous allons assurer qu'ils soutiennent les agriculteurs canadiens.

Nous allons également investir dans une nouvelle **Initiative sur l'innovation agricole** afin de soutenir les projets de recherche et de développement agricoles locaux. ⁴²

En outre, pour assurer l'efficacité optimale des efforts déployés pour aider les agriculteurs, nous allons développer une **Stratégie nationale sur l'agriculture et l'agroalimentaire** afin d'orienter la politique fédérale au cours des années à venir.

La Stratégie reposera sur les efforts que nous déployons pour soutenir les fermes familiales, améliorer la salubrité des aliments et ouvrir de nouveaux marchés pour les produits agricoles canadiens de classe mondiale.

ÉQUIVALENCE POUR LES INTRANTS ALIMENTAIRES

Tout comme les autres gens d'affaires, les agriculteurs veulent avoir accès aux dernières innovations afin de réussir au sein de l'économie mondiale.

Malheureusement, les processus d'approbation longs et complexes par le gouvernement fédéral empêchent les agriculteurs canadiens de se procurer les meilleurs engrais, pesticides et médicaments vétérinaires.

Nous allons **revoir les processus d'approbation pour assurer une équivalence internationale pour ces produits**. Nous allons éliminer les chevauchements inutiles, tout en protégeant notre souveraineté nationale et en maintenant les normes de sécurité les plus élevées.

SOUTIEN À LA GESTION DE L'OFFRE

La gestion de l'offre aide à assurer la réussite des agriculteurs canadiens par la stabilité des prix, des taux d'importation prévisibles et un rendement de production raisonnable. De plus, elle aide à assurer un approvisionnement constant d'aliments de qualité pour les consommateurs canadiens.

Notre gouvernement a toujours défendu la gestion de l'offre. Par exemple, nous avons pris des mesures relativement à l'Article 28 de l'OMC afin de limiter les importations de concentrés de protéines du lait, et nous avons établi des normes sur la composition du fromage pour assurer que du vrai lait est utilisé dans la fabrication.

Nous allons **continuer à défendre les agriculteurs canadiens en protégeant la gestion de l'offre** dans le cadre de l'ensemble des forums internationaux et négociations bilatérales.

COMMISSION CANADIENNE DU BLÉ

Nous allons **continuer à travailler avec les producteurs céréaliers de l'Ouest canadien** pour assurer que les résultats du plébiscite sur l'orge sont respectés, et que les producteurs peuvent choisir de vendre leurs produits sur un marché ouvert ou par l'intermédiaire de la Commission canadienne du blé.

⁴²**LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF** et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir les agriculteurs canadiens quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

SOUTENIR L'INNOVATION ET LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS EN FORESTERIE

Les travailleurs de la foresterie et les communautés axées sur ce secteur ont été confrontés à des défis de taille ces dernières années – dont l'effondrement de l'immobilier aux États-Unis, la baisse de la demande de papier journal et l'infestation du dendroctone du pin ponderosa.

Le gouvernement de Stephen Harper offre un soutien considérable par l'innovation, la diversification, le développement des marchés et une concurrence accrue.

Nous allons tirer profit de ces mesures en **prolongeant les programmes d'innovation et de développement des marchés.**⁴³

PROLONGATION DU CRÉDIT D'IMPÔT POUR L'EXPLORATION MINIÈRE

Dans le but de promouvoir l'exploration minière et de protéger les régions minières, le gouvernement de Stephen Harper prolonge le Crédit d'impôt pour l'exploration minière.

Nous allons prolonger cette mesure efficace pour **aider à protéger et à créer des emplois dans l'industrie minière canadienne.**⁴⁴

SOUTIEN À L'INDUSTRIE DES PÊCHES

Le gouvernement de Stephen Harper aide les Canadiens qui œuvrent dans l'industrie des pêches à transférer leur propriété à leurs enfants en leur offrant la même exonération cumulative des gains en capital que les agriculteurs et les propriétaires de petites entreprises.

De plus, nous faisons la promotion de la durabilité de la pêche commerciale et des petites communautés côtières par des initiatives réglementaires soutenant le secteur de l'aquaculture et des investissements dans les ports pour petits bateaux.

En 2010, des tempêtes ont endommagé plus de 250 ports pour petits bateaux au Manitoba, au Québec et au Canada atlantique. Dans le cadre de notre soutien continu à l'industrie des pêches, nous allons **prolonger le soutien aux réparations et aux améliorations des ports pour petits bateaux.**⁴⁵

⁴³LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir la foresterie quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

⁴⁴LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir l'industrie minière quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.

⁴⁵LA COALITION DIRIGÉE PAR IGNATIEFF et formée du NPD et du Bloc Québécois s'est opposée à cette mesure visant à soutenir l'industrie halieutique quand elle s'est opposée au budget de Stephen Harper le mois dernier, préférant forcer la tenue d'élections inutiles et opportunistes.



**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**



**ICI POUR
L'INTÉGRITÉ
ET LA RESPONSABILITÉ**

ICI POUR L'INTÉGRITÉ ET LA RESPONSABILISATION

NOTRE BUT

Avant que Stephen Harper devienne Premier ministre, les Canadiens ne croyaient plus à l'intégrité de leur gouvernement.

Le gaspillage, la mauvaise gestion et la corruption étaient endémiques au sein du gouvernement. Et les simples citoyens – les Canadiens qui travaillent fort, paient leurs impôts et respectent les règles – étaient ignorés.

Aux élections de 2006, les Canadiens ont voté pour le changement – pour mettre un terme à la corruption et rétablir la responsabilisation à Ottawa.

Le gouvernement de Stephen Harper respecte ce mandat.

Les Conservateurs veulent servir leurs concitoyens, et nous nous engageons à **offrir le gouvernement réfléchi et responsable que mérite notre grand pays.**

NOTRE BILAN

La première mesure que nous avons prise en tant que gouvernement en 2006 est l'adoption de la **Loi fédérale sur la responsabilité**. Maintenant, Ottawa fonctionne différemment et plus efficacement. Par cette mesure législative historique, nous avons :

- renforcé le rôle de la vérificatrice générale et de la commissaire à l'éthique ;
- interdit les dons secrets aux candidats ;
- réformé le financement des partis politiques en interdisant les importants dons personnels et les dons des syndicats et des sociétés ;
- offert une véritable protection aux dénonciateurs ;
- amélioré la vérification et la responsabilisation au sein des ministères fédéraux ; et
- amélioré l'accès à l'information.

De plus, nous avons **travaillé sans relâche pour améliorer la légitimité démocratique du Sénat non élu**. Cependant, la Coalition dirigée par Ignatieff et formée du NPD et du Bloc Québécois ne cesse de contrer nos efforts – et a malheureusement réussi à empêcher toute réforme jusqu'à présent.

NOTRE PLAN

Voici ce que fera un gouvernement conservateur réélu pour **continuer à améliorer l'intégrité et la responsabilisation du gouvernement et des activités politiques.**

RÉFORME DU SÉNAT

Un Sénat non élu est tout simplement inacceptable au sein d'une démocratie moderne. Le gouvernement de Stephen Harper défend la réforme du Sénat depuis longtemps.

Malheureusement, la Coalition dirigée par Ignatieff ne cesse de nous barrer la route.

Un gouvernement majoritaire dirigé par Stephen Harper va :

- adopter une loi sur la **limite du mandat des sénateurs** ;
- continuer à encourager les provinces à collaborer afin **d'établir un processus démocratique pour l'élection des sénateurs** ;
- **nommer les personnes choisies par un processus démocratique** ;
et
- **combler les postes vacants au Sénat par des gens qui soutiennent nos objectifs de réforme, dont l'élection des sénateurs** pour les provinces qui ne soutiennent pas notre offre.

REPRÉSENTATION ÉQUITABLE À LA CHAMBRE DES COMMUNES

Les Pères de la Confédération ont reconnu que l'attribution des sièges à la Chambre des communes devrait refléter la part de population de chaque province. Depuis, la représentation en fonction de la population demeure un principe fondamental de notre démocratie.

Pour assurer le respect de ce principe et tenir compte des changements démographiques, il faut à l'occasion mettre à jour la formule d'attribution des sièges. Ces mises à jour visent à assurer une équité aux provinces.

En raison de changements démographiques majeurs depuis la dernière mise à jour, les provinces de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et de l'Ontario sont considérablement sous-représentées.

Nous allons présenter une mesure législative pour **rétablir une juste représentation à la Chambre des communes**.

De plus, nous allons protéger le nombre de sièges des provinces affichant une faible croissance de la population. Nous allons assurer que le nombre de sièges du Québec ne diminue pas sous la barre actuelle de 75, et que la population du Québec est représentée de façon juste.

TRANSPARENCE FINANCIÈRE DES PREMIÈRES NATIONS

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures pour renforcer les droits des peuples autochtones du Canada, dont :

- le soutien formel à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples indigènes, respectant pleinement la Constitution et les lois canadiennes ;
- un tribunal indépendant ayant le pouvoir de rendre des décisions exécutoires sur des revendications et indemnisations spécifiques, dans le cadre de nos efforts fructueux pour accélérer le règlement des revendications ;
- une meilleure protection des gens vivant sur des réserves en vertu de la Loi canadienne sur les droits de la personne ; et
- une mesure législative visant à offrir aux femmes vivant sur des réserves les mêmes droits matrimoniaux qu'aux autres femmes canadiennes.

Nous allons continuer à collaborer avec les peuples autochtones du Canada. Tirant profit des mesures prises pour assurer qu'ils bénéficient des mêmes droits que les autres Canadiens, nous allons présenter comme mesure législative gouvernementale le projet de loi de la députée conservatrice Kelly Block **exigeant la divulgation des salaires et des dépenses des chefs et des conseillers des Premières nations.**

Cette nouvelle loi améliorera la transparence et la responsabilisation quant à l'utilisation des fonds publics par les communautés de Premières nations, de même que l'ouverture et la confiance des conseils de bande et de tous les Canadiens.

FIN DES SUBVENTIONS AUX PARTIS POLITIQUES

Le gouvernement de Stephen Harper a pris des mesures pour réformer le financement des partis politiques.

Nous avons interdit les gros dons personnels et les dons des syndicats et des sociétés afin d'empêcher que l'argent exerce une influence indue sur les partis politiques. Mais il faut faire plus.

Les partis politiques bénéficient d'avantages considérables par rapport à d'autres organisations, notamment d'important incitatifs fiscaux pour les donateurs et le remboursement des fonds dépensés aux paliers national et local.

De plus, le gouvernement libéral précédent a créé une subvention directe pour les partis politiques – même pour les partis qui ne font rien pour recueillir des fonds par eux-mêmes. L'année dernière seulement, cette subvention a coûté 27 millions de dollars aux contribuables.

Les gouvernements ont le devoir d'utiliser les dollars des contribuables avec la plus grande prudence, et uniquement dans l'intérêt public – surtout en période de restrictions financières, alors que les familles ont de la difficulté à joindre les deux bouts.

Nous avons toujours été contre les subventions directes, et **un gouvernement majoritaire dirigé par Stephen Harper éliminera progressivement la subvention directe aux partis politiques au cours des trois prochaines années.** ⁴⁶

INITIATIVE POUR UN GOUVERNEMENT OUVERT

Le gouvernement de Stephen Harper a toujours défendu la responsabilisation à Ottawa.

À la suite de la série de scandales majeurs sous le gouvernement libéral précédent, la première mesure que nous avons prise en 2006 fut l'adoption de la Loi fédérale sur la responsabilité.

Récemment, nous avons annoncé l'Initiative pour un gouvernement ouvert, dans le cadre de nos efforts continus pour améliorer l'ouverture et la responsabilisation. Cette Initiative vise à atteindre ces objectifs sur trois plans :

- données ouvertes – accès centralisé aux données gouvernementales dans un format plus pratique pour les citoyens, le secteur privé et les organisations non gouvernementales ;

⁴⁶ÉLIMINATION PROGRESSIVE DE LA SUBVENTION AUX PARTIS POLITIQUES

	COÛT PAR VOTE	COÛT PAR VOTE
SITUATION ACTUELLE	2,00 \$	27,4 M \$
1 ^{er} ANNÉE	1,50 \$	20,5 M \$
2 ^e ANNÉE	1,00 \$	13,7 M \$
3 ^e ANNÉE	0,50 \$	6,8 M \$
4 ^e ANNÉE	0,00 \$	0,00 \$

- information ouverte – divulgation proactive de l’information gouvernementale et modifications administratives pour améliorer l’accès à l’information ; et
- dialogue ouvert – outils en ligne innovateurs pour un engagement bilatéral entre les Canadiens et leur gouvernement.

Nous allons prendre d’autres mesures dans le cadre de l’Initiative pour un gouvernement ouvert. Nous allons créer un **Groupe de travail sur un gouvernement ouvert** pour coordonner les projets connexes dans tous les ministères.

COÛT DE NOTRE PLAN

PLAN DE RÉDUCTION DES TAXES ET DES IMPÔTS POUR STIMULER L'EMPLOI ET LA CROISSANCE DE STEPHEN HARPER

ICI POUR L'EMPLOI ET LA CROISSANCE

Crédit à l'embauche pour les petites entreprises
 Maintenir un faible fardeau fiscal pour créer des emplois
 Soutenir les travailleurs et les étudiants
 Réduction de la paperasserie : Règle du « un pour un »
 Guichet unique pour les entrepreneurs et les petites entreprises
 Aider le secteur manufacturier à investir et à créer des emplois
 Soutien à la recherche et au développement
 Stratégie sur l'économie numérique
 Création d'une nouvelle escadre expéditionnaire de la Force aérienne à la BFC Bagotville
 Stratégie nationale en matière de tourisme
 Soutien à la recherche et au développement
 Soutien à l'esprit d'entreprise et à l'acquisition de compétences chez les Autochtones
 Accord sur la TVH avec le Québec

2011-12		2011-12 Prochaine phase		2012-13		2012-13 Prochaine phase		2013-14		2013-14 Prochaine phase		2014-15		2014-15 Prochaine phase		2015-16		2015-16 Prochaine phase	
Total	Nouveau	Total	Nouveau																
41.0	41.0			124.0	124.0														
—	—			—	—			76.0	76.0			53.0	53.0			53.0	53.0		
56.0	56.0			83.0	83.0			—	—			—	—			—	—		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
3.0	3.0			3.0	3.0			3.0	3.0			3.0	3.0			3.0	3.0		
—	—			65.0	65.0			235.0	235.0			275.0	275.0			45.0	45.0		
29.0	29.0			44.0	44.0			44.0	44.0			44.0	44.0			44.0	44.0		
140.0	140.0			150.0	150.0			150.0	150.0			120.0	120.0			120.0	120.0		
*	*			—	—			—	—			—	—			—	—		
*	*			—	—			—	—			—	—			—	—		
29.0	29.0			39.0	39.0			49.0	49.0			49.0	49.0			49.0	49.0		
20.0	20.0			22.0	22.0			23.0	23.0			20.0	20.0			10.0	10.0		
733.0		733.0		1467.0		1467.0		—		—		—		—		—		—	

ICI POUR LES FAMILLES QUI TRAVAILLENT FORT

Allègement fiscal pour les familles
 Doubler le Crédit d'impôt pour la condition physique des enfants
 Crédit d'impôt pour les activités artistiques des enfants
 Crédit d'impôt pour la condition physique des adultes
 Programme écoÉNERGIE Rénovation – Maisons
 Soutien aux aidants naturels
 Soutien aux aînés à faible revenu
 Doubler la limite de cotisation au Compte d'épargne libre d'impôt
 Soutenir les possibilités d'emploi des anciens combattants
 Programme de protection des salariés

—	—			—	—			625.0	625.0			2500.0	2500.0			2500.0	2500.0		
—	—			—	—			32.0	32.0			32.0	32.0			130.0	130.0		
100.0	100.0			100.0	100.0			105.0	105.0			105.0	105.0			105.0	105.0		
—	—			—	—			69.0	69.0			69.0	69.0			275.0	275.0		
400.0	400.0			—	—			—	—			—	—			—	—		
40.0	40.0			160.0	160.0			160.0	160.0			160.0	160.0			160.0	160.0		
220.0	220.0			307.0	307.0			321.0	321.0			336.0	336.0			353.0	353.0		
—	—			—	—			7.5	7.5			7.5	7.5			30.0	30.0		
*	*			*	*			*	*			*	*			*	*		
5.0	5.0			5.0	5.0			5.0	5.0			5.0	5.0			5.0	5.0		

ICI POUR DÉFENDRE LE CANADA

Consolider les Forces armées canadiennes
 Mesure législative pour combattre le terrorisme
 Lutter contre le passage de clandestins
 Renforcer la Garde côtière canadienne
 Élargir le Programme de financement des projets d'infrastructure de sécurité
 Construire une route toutes saisons entre Inuvik et Tuktoyaktuk
 Célébrer notre victoire à la Guerre de 1812 et d'autres jalons nationaux
 Défendre la liberté de religion
 Investir dans la technologie environnementale
 Conserver et protéger notre environnement
 Parc de la Rouge
 Soutenir l'énergie propre
 Soutien à la culture et aux arts

—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
1.6	1.6			15.0	15.0			30.0	30.0			30.0	30.0			30.0	30.0		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
*	*			30.0	30.0			30.0	30.0			30.0	30.0			30.0	30.0		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
52.0	52.0			84.0	84.0			64.0	64.0			64.0	64.0			56.0	56.0		
226.0	226.0			248.0	248.0			251.0	251.0			241.0	241.0			234.0	234.0		
—	—			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0		
**	**			**	**			**	**			**	**			**	**		
23.0	23.0			23.0	23.0			23.0	23.0			23.0	23.0			23.0	23.0		

ICI POUR LES CANADIENS RESPECTUEUX DES LOIS

Soutenir les victimes de crime
 Des prisons sans drogue
 Lutter contre la traite de personnes
 Fin de la réduction des peines pour la pornographie infantile et les infractions sexuelles multiples
 Contrer la contrebande de tabac
 Présentation de l'ordre du jour sur la loi et l'ordre

—	—			60.0	60.0			60.0	60.0			60.0	60.0			60.0	60.0		
—	—			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0		
—	—			5.0	5.0			5.0	5.0			5.0	5.0			5.0	5.0		
—	—			50.0	50.0			50.0	50.0			50.0	50.0			50.0	50.0		
—	—			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0		

ICI POUR LES COMMUNAUTÉS ET LES INDUSTRIES

Aider les jeunes à risque à éviter les gangs et les activités criminelles
 Plus de médecins et de personnel infirmier dans les communautés rurales
 Des défilibrateurs dans toutes les arènes du Canada
 Crédit d'impôt pour les pompiers volontaires
 Abolir l'inutile registre des armes d'épaule
 Comité consultatif sur la chasse du ministre de l'Environnement
 Améliorer et agrandir les pistes d'excursion et de motoneige
 Soutenir les agriculteurs canadiens
 Équivalence pour les intrants alimentaires
 Soutien de la gestion de l'offre
 Commission canadienne du blé
 Soutien à l'innovation et au développement des marchés en foresterie
 Prolongation du Crédit d'impôt pour l'exploration minière
 Soutien à l'industrie des pêches

8.0	8.0			8.0	8.0			8.0	8.0			8.0	8.0			8.0	8.0		
9.0	9.0			9.0	9.0			9.0	9.0			9.0	9.0			9.0	9.0		
—	—			2.5	2.5			2.5	2.5			2.5	2.5			2.5	2.5		
15.0	15.0			15.0	15.0			15.0	15.0			15.0	15.0			15.0	15.0		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			1.0	1.0			1.0	1.0			1.0	1.0			1.0	1.0		
—	—			2.5	2.5			2.5	2.5			2.5	2.5			2.5	2.5		
10.0	50.0			60.0	50.0			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
60.0	60.0			—	—			—	—			—	—			—	—		
120.0	120.0			30.0	30.0			—	—			—	—			—	—		
28.0	28.0			38.0	28.0			10.0	10.0			10.0	10.0			10.0	10.0		

ICI POUR L'INTÉGRITÉ ET LA RESPONSABILITÉ

Réforme du Sénat
 Représentation équitable à la Chambre des communes
 Transparence financière des Premières nations
 Fin des subventions aux partis politiques

—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			—	—			—	—			—	—			—	—		
—	—			-6.9	-6.9			-13.7	-13.7			-20.6	-20.6			-27.4	-27.4		

NOUVELLES DÉPENSES (MILLIONS DE DOLLARS)

733.00	1,651.10	192.30	918.90	3,113.60
--------	----------	--------	--------	----------

* Les fonds sont prévus dans le cadre financier.
 ** Une garantie de prêt pour le projet hydroélectrique du Bas Churchill ne devra pas être prévue dans le cadre financier.

SUIVI FINANCIER DE L'ÉLIMINATION DU DÉFICIT

	2011-12	2012-13	2013-14	2014-15	2015-16
Budget 2011 - Suivi financier	-29,6	-19,4	-9,5	-0,3	4,2
Examen stratégique et opérationnel - Économies		1,0	2,0	4,0	4,0
Suivi financier révisé	-29,6	-18,4	-7,5	3,7	8,2
Nouvelles dépenses	-0,7	-1,7	-0,2	-0,9	-3,1
Total sur 4 ans					-6,6
Suivi financier net	-30,3	-20,1	-7,7	2,8	5,1



**ICI POUR LE
CANADA**

 **Conservateur**

**Parti conservateur du Canada
130, rue Albert, bureau 1204, Ottawa (Ontario) K1P 5G4
conservateur.ca**

Autorisé par l'Agent enregistré du Parti conservateur du Canada.